

NOV 2024

S'ENGAGER AVEC

LES BANQUES PUBLIQUES DE DÉVELOPPEMENT

**Une boîte à outils pour les
organisations de la société civile**

Par

Amanda Lucey



forus

CONNECTER
SOUTENIR
INFLUENCER



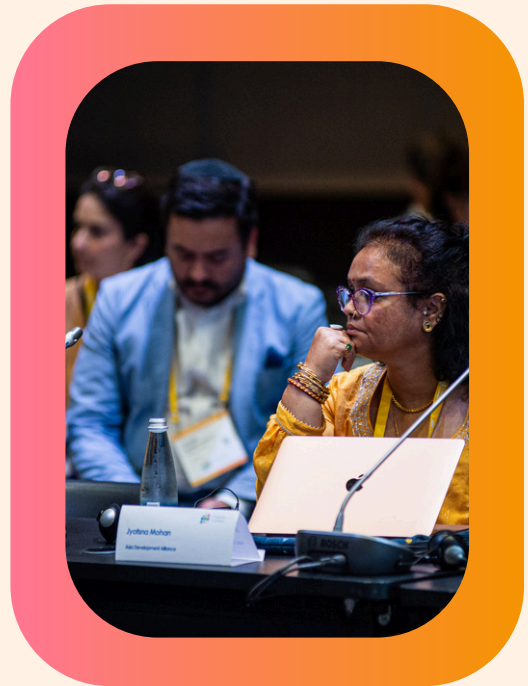
www.forus-international.org



À propos de cette boîte à outils



©Mídia Ninja, activistes de la terre, Brésil



©Forus, Finance en Commun 2023

Forus est un réseau mondial innovant qui donne à la société civile les moyens d'un changement social efficace. Forus rassemble 69 plateformes nationales d'ONG et sept coalitions régionales d'Afrique, d'Amérique, d'Asie, d'Europe et du Pacifique. Forus est actuellement le chef de file de la coordination des OSC pour le Sommet Finance en Commun (FiCS), une initiative qui rassemble plus de 500 banques publiques de développement (BPD) pour travailler ensemble sur le développement durable et le changement climatique.

L'un des principaux piliers des programmes de Forus est le 'Financement du Développement Durable', dans le cadre duquel les membres de Forus travaillent ensemble pour plaider en faveur d'un modèle nouveau et plus durable de financement international du développement. L'un des principaux objectifs de notre travail est de renforcer l'expertise des OSC en matière de financement du développement et leur capacité à influencer les politiques, les procédures et les opérations des BPD.

Cette boîte à outils est conçue pour aider les membres de Forus et les organisations de la société civile (OSC) partenaires, y compris le Mécanisme informel des OSC sur le FiCS (le réseau des OSC engagées dans le FiCS, que Forus dirige), et toutes les OSC qui ont un intérêt à s'engager avec les BPD, à mieux comprendre et à s'engager avec les BPD. Avec plus de 500 BPD opérant dans le monde, et avec des billions d'actifs, les BPD sont des organisations puissantes qui opèrent avec l'argent des contribuables financé par l'État, et qui devraient rendre des comptes au public.

Les principaux traités relatifs aux droits humains soulignent la nécessité pour les États de mobiliser et d'avancer des fonds pour la réalisation progressive des droits humains, ce qui inclut les BPD pour lesquelles la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) est fondamentale. Cependant, les BPD opèrent souvent dans des conditions difficiles, dans des pays fragiles et en développement, et sont confrontées à des risques substantiels dans la mise en œuvre des projets, en particulier compte tenu de leur taille et de leur volume. Une approche fondée sur les droits humains est donc essentielle pour que les BPD ne nuisent pas par inadvertance ou, pire encore, qu'elles ne causent pas de dommages incalculables sans pouvoir y remédier.

Comprendre le rôle des BPD aux niveaux local, national, régional et mondial est complexe. L'expérience des membres et des partenaires de Forus a montré que dans de nombreux pays, le dialogue entre les OSC et les BPD est très limité, voire inexistant. Parmi les difficultés rencontrées, on peut citer le manque d'espace civique, la connaissance limitée des banques publiques (structure, mandat, politiques, opérations et politique) et la manière d'accéder aux informations sur les projets financés par les BPD, en particulier par les communautés directement touchées par les projets financés par les BPD.

Cette boîte à outils a pour but d'aider les membres de Forus et les OSC partenaires à comprendre les points d'entrée et les stratégies pour engager les BPD aux niveaux local, national et régional. Il ne s'agit pas d'une panacée, mais plutôt de fournir des informations et des études de cas pour démontrer les défis, les opportunités et les leçons tirées par les représentants des OSC et les militants locaux qui ont été en première ligne des luttes. Dans cette boîte à outils, vous trouverez des récits de pratiques qui vous aideront à influencer les politiques, les procédures et les opérations des BPD. Pour influencer les politiques et les opérations de ces banques, il est essentiel de collaborer avec des OSC ayant différents niveaux de compétences et d'intérêts et de faire entendre la voix des communautés locales ayant des BPD dans les forums de prise de décision, lorsque cela est possible.

La boîte à outils complète un rapport de recherche interne qui a également été élaboré pour Forus. Tous deux sont basés sur une analyse documentée de l'engagement des OSC auprès de trois BPD, à savoir la Banque Africaine de Développement (BAfD), la Banque Asiatique de Développement (BAD) et la Banque Interaméricaine de Développement (BID). Cette analyse de la littérature a été complétée par des entretiens avec des OSC, des parties prenantes affectées par la communauté, des représentants de banques multilatérales et des fonctionnaires. Les études de cas se concentrent donc principalement sur ces BPD spécifiques.



Plus d'info

Pour plus d'informations, envoyez un courriel à :
contact@forus-international.org, <https://www.forus-international.org>

Table des matières



Remerciements

1

Liste des acronymes

2

Qu'est-ce qu'une Banque
Publique de Développement ?

3

Pourquoi est-il important que la
société civile s'engage auprès des
BPD ?

5

Points d'entrée pour l'engagement
dans les BPD

8

Aller de l'avant

51

Liste des ressources

53

Remerciements

Nous tenons à remercier **toutes les Organisations de la Société Civile (OSC) et les représentants des Banques Publiques de Développement (BPD)** qui ont accepté d'être interviewés et/ou qui ont fourni des ressources et des informations précieuses pour cette étude. Nous souhaitons également exprimer notre reconnaissance à **la Coalition pour les Droits Humains dans le Développement (CHRD)**, nos principaux partenaires pour le Sommet 'Finance en Commun', dont le soutien a été déterminant pour ce projet et notre travail en général. La publication a été soutenue par une équipe de réviseurs composée de :

- **Marianne Buenaventura Goldman:** Coordinatrice du projet de Forus Finance pour le développement, rédactrice en chef.
- **Bibbi Abruzzini:** Coordinatrice de la communication et des campagnes de Forus, conceptrice de publications et évaluatrice des pairs.
- **Clarisse Sih:** Communications digitales Forus, concepteur de publication pour les versions française et espagnole.
- **Maria Elisa Novoa:** Coordinatrice du renforcement des capacités de Forus, évaluatrice des pairs.
- **Arturo Cortés Barbabosa:** Coordonnateur MEAL de Forus, efficacité organisationnelle et projets spéciaux, relecteur.
- **Paul-Gilbert Colletaz:** Coordonnateur de la collecte de fonds de Forus, relecteur.
- Forus souhaite remercier **Wendy et Alain Dubreuil** ainsi qu'**Álvaro Martínez Bueno** pour la traduction de la publication en français et en espagnol.

Enfin, nous tenons également à remercier les organisations et photojournalistes suivants pour avoir fourni des images et des éléments visuels pour le rapport : Sanjog Manandhar, Both Nomads, CHRD, ADB, AfDB, NNNGO, International Accountability Project, Finance in Common, IFC, Human Rights Watch.



©Assemblée générale de Forus 2024, Botswana

Liste des acronymes



BAD	Banque asiatique de développement
BAfD	Banque africaine de développement
BAI	Banque asiatique d'infrastructure
MR	Mécanisme de redevabilité de la BAD
CAO	Compliance Advisor Ombudsman (conseiller en conformité et médiateur)
CBO	Organisation à base communautaire
OSC	Organisation de la société civile
IFD	Institution de financement du développement
EWS	Système d'alerte précoce
FICS	Sommet sur le financement en commun
BID	Banque interaméricaine de développement
DEI	Département d'évaluation indépendant
SFI	Société financière internationale
MIR	Mécanisme indépendant de recours de la BAD
FMI	Fonds monétaire international
BMD	Banque multilatérale de développement
MICI	Mécanisme indépendant de consultation et d'investigation de la BID
ONG	Organisation non gouvernementale
CONG	Centre des ONG et de la société civile
HCDH	Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme
BPD	Banque publique de développement
SDR	Sociétés de développement rural
GBM	Groupe de la Banque mondiale
ONU	Nations unies

01

Qu'est-ce qu'une Banque Publique de Développement ?



©Forus - Sommet de la finance en commun 2023



Les Banques Publiques de Développement (BPD) sont des institutions financières publiques créées par les gouvernements pour poursuivre des objectifs de politique publique.¹ Il existe aujourd'hui de nombreux types de BPD, également connues sous le nom d'Institutions de Financement du Développement (IFD), avec plus de 500 BPD opérant dans le monde entier aux niveaux infranational, national, régional et international. Une BPD détenue par deux gouvernements ou plus est également appelée banque multilatérale de développement (BMD).

Les premières BPD (les institutions de Bretton Woods, composées de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International) ont été créées pour aider à la reconstruction de l'Europe et du Japon après la Seconde Guerre Mondiale. Dans cette optique, les BPD sont généralement destinées à soutenir la reprise économique et le développement durable. Elles peuvent avoir des mandats généraux (par exemple, soutenir la réduction de la pauvreté) ou spécifiques (par exemple, renforcer les systèmes agricoles). Les BPD peuvent différer selon les secteurs qu'elles soutiennent (par exemple, le commerce, l'énergie, l'infrastructure) et la gamme de soutien financier qu'elles fournissent (subventions, prêts, crédit, garantis, assurance investissement, fonds propres, intermédiaires financiers, financement mixte ou assistance technique).



©Rallye de la conférence sur le changement climatique dans le delta du Niger 2024

Il est important de noter que si les gouvernements centraux orientent la stratégie d'entreprise d'une BPD, les BPD sont des entités autonomes dotées d'un statut juridique indépendant et d'une autonomie financière. Cela signifie qu'elles sont tenues de rendre des comptes en tant qu'entités indépendantes. Elles ne facilitent pas les prêts commerciaux et devraient donc, en théorie, être davantage motivées par des objectifs de développement que par des objectifs de rentabilité². Les BPD opèrent à l'intersection de la finance et des politiques publiques en mobilisant des fonds pour financer des projets, en apportant un soutien aux gouvernements et aux entreprises, en promouvant la réforme des politiques et en établissant des normes mondiales.

Qu'est-ce qu'une BPD modèle ?

De nombreuses BPD soutiennent la réalisation de l'Agenda 2030 pour le Développement Durable. Compte tenu de leur mandat public, les BPD peuvent susciter un changement social en promouvant des politiques inclusives et axées sur les personnes, qui mettent l'accent sur les plus vulnérables, notamment les femmes et les enfants. Elles peuvent également investir dans de nouveaux domaines pour favoriser le développement, par exemple en investissant dans le changement climatique, les infrastructures à petite échelle, l'entrepreneuriat, l'agriculture, etc. Une BPD modèle ciblera les financements là où ils sont le plus nécessaires et devrait adopter une perspective à long terme. Les BPD doivent rendre compte des subventions ou des prêts publics, puisqu'elles sont financées par l'argent des contribuables, et doivent avoir des politiques responsables et transparentes qui les mettent à l'abri des pressions politiques et des entreprises.



Pour en savoir plus : voir le modèle de caractéristiques d'une BPD du Réseau Européen sur la Dette et le Développement (EURODAD).

Pourquoi est-il important que la société civile s'engage auprès des BPD ?



Qu'est-ce que la société civile ?

Le présent rapport fait référence aux organisations de la société civile (OSC) en tant que terme générique désignant les Organisations Non Gouvernementales (ONG) et les Organisations Communautaires (OC). Il est important de noter que certaines BPD font référence aux ONG, tandis que d'autres parlent d'OSC et d'Organisations Communautaires. Les OSC ont des intérêts et des liens très divers. La principale différence entre une ONG et une OC est le degré d'ancrage dans la communauté, les ONG ayant davantage de liens internationaux. Elles n'incluent pas non plus les entreprises ou les organisations à but lucratif.

Les avantages de l'engagement des OSC dans les BPD

Bien que les BPD soient destinées à soutenir le développement durable, certains critiques ont affirmé que des institutions telles que la Banque Mondiale (BM) et le Fonds Monétaire International (FMI) reflètent des paradigmes néocoloniaux qui soutiennent une approche axée sur les entreprises et le secteur privé. Au lieu de favoriser le développement durable, il a été suggéré que les BPD aggravent les cycles d'endettement, utilisent des politiques qui limitent les dépenses gouvernementales sur des questions pro-sociales (mesures d'austérité) et causent des dommages qui aggravent l'extrême pauvreté. Des critiques similaires ont été étendues à d'autres BPD, telles que la BAD, ici³.

La société civile peut donc apporter un regard critique sur le fonctionnement des BPD, notamment en analysant les domaines thématiques auxquels les BPD accordent la priorité, la manière dont les projets sont mis en œuvre, la manière dont ils respectent les normes en matière de droits humains et la mesure dans laquelle elles impliquent les communautés dans la conception et la mise en œuvre des projets (ainsi que les mesures correctives en cas d'échec des projets). Les OSC peuvent jouer divers rôles directs ou indirects lorsqu'elles s'engagent auprès d'une BPD, qu'il s'agisse d'améliorer la prestation de services en tant que contractants rémunérés ou de rôles plus critiques (et non rémunérés) consistant à influencer la politique et à demander des comptes à la Banque. À travers ces rôles, la société civile peut s'assurer que les BPD prennent en compte de manière adéquate les besoins des populations et l'environnement. Le tableau ci-dessous présente les avantages de l'engagement de la société civile auprès des BPD en fonction de ces différents rôles.

Tableau 1 : Avantages de l'engagement des OSC auprès des BPD, différenciés par rôle

Généralités	En tant que voix critique	En tant que contractant
Maximiser l'impact sur les initiatives de développement clés en les axant sur les personnes et en les rendant inclusives.	Tenir les BPD responsables des conséquences négatives des projets par le biais d'actions de plaidoyer et de sensibilisation.	Améliorer les résultats et l'efficacité des projets des BPD, tout en garantissant une plus grande inclusion.
Informar les politiques et les programmes sur la base d'informations locales et contextualisées.	Aider les communautés à déposer des plaintes et à demander réparation pour les conséquences négatives des projets, soit auprès des gouvernements (agissant en tant qu'emprunteurs), soit auprès de la BPD	Optimiser les dépenses de ressources en participant à la mise en œuvre des projets.
Faciliter l'appropriation des projets des BPD par les communautés grâce à la sensibilisation et à la mobilisation sociale afin d'en assurer la durabilité.	Influencer les politiques de la Banque pour qu'elles soient plus conformes aux normes internationales en matière de droits humains ou aux besoins des communautés.	Fournir des services dans des zones difficiles d'accès et informer sur les méthodes de mise en œuvre des projets
Favoriser l'innovation sociale	Influencer l'élaboration de politiques inclusives et favorables aux pauvres	Réduire le risque d'échec des projets grâce à l'analyse des conflits et à l'engagement des communautés.

Conseil

Certaines BPD ne sont pas conscientes de la valeur ajoutée de l'engagement des OSC. Il peut être utile de fournir à la BPD votre propre analyse des différents rôles que les OSC peuvent jouer dans le contexte de leur institution, et de la manière dont ces rôles peuvent être intégrés et facilités au mieux dans les engagements de la Banque.

L'étude de cas suivante examine comment les OSC ont joué un rôle pour rendre la BAD plus centrée sur les personnes, plus inclusive et plus efficace, tout en lui demandant de rendre des comptes.

Etude de cas

Tenir la BAD pour responsable de son approche du développement

Contexte

En 2024, un groupe d'organisations de la société civile a publié une déclaration collective à l'intention de la Banque Asiatique de Développement (BAD), dans laquelle il été affirmé que la Banque avait joué un rôle historique dans les multiples crises auxquelles la région asiatique est confrontée aujourd'hui. La déclaration arguait que ces crises pouvaient être en partie attribuées à l'octroi par la Banque de prêts conditionnels qui appauvrissent davantage les pays en développement, à l'accent mis par la BAD sur le profit plutôt que sur la défense des droits des personnes marginalisées et vulnérables, et au fait qu'elle continuait à financer les combustibles fossiles. La déclaration a été publiée lors des réunions annuelles de la BAD 2024, auxquelles des représentants d'OSC ont également participé. Le réseau a étayé son argumentation en faisant référence à un rapport qu'il avait réalisé et qui évaluait la Banque en termes de principes efficaces de coopération au développement. Ces principes ont été élaborés par le Comité d'Aide au Développement de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (CAD-OCDE), une organisation qui vise à encourager une coopération et un financement du développement plus efficaces et plus transparents. Le CAD de l'OCDE définit l'efficacité du développement comme 'la mesure dans laquelle les objectifs d'une intervention de développement donnée ont été atteints ou devraient l'être, compte tenu de leur importance relative'. Au fil du temps, ces principes de développement ont été énoncés comme suit 1) l'appropriation 2) l'accent mis sur les résultats 3) les partenariats de développement inclusifs et 4) la transparence et la redevabilité.

Alors que la BAD effectue des évaluations de l'efficacité du développement par l'intermédiaire de son Département d'Evaluation Indépendant (DEI) afin d'évaluer les progrès accomplis dans la réalisation de sa stratégie globale à l'horizon 2030, l'examen de la société civile a permis de recueillir les points de vue de la société civile et des communautés affectées par les projets. Il s'agit notamment de recommandations visant à améliorer le système de gouvernance de la Banque, en accordant davantage de droits de vote aux pays moins puissants, en investissant davantage dans des projets durables sur le plan environnemental et inclusifs, et en renforçant les systèmes nationaux qui respectent les droits humains et qui impliquent une plus grande participation réelle des OSC à tous les niveaux des opérations de la BAD.

5

Stratégie d'engagement

Au cours des réunions annuelles, les OSC ont utilisé un mélange d'approches internes et externes, allant des discussions de groupe aux protestations. Cela a certainement mis la pression sur la BAD pour qu'elle se réforme.

Résultats

Il est trop tôt pour dire si ces recommandations seront prises en compte.

03

Points d'entrée pour l'engagement des BPD



©Inclusive Development International



©Yorm Bopha, défenseur de l'environnement cambodgien.
Jenny Holligan

Identification du bailleur de fonds

Votre intervention auprès d'une BPD variera selon que vous appartenez à une communauté affectée par un projet, à une organisation de la société civile soutenant une communauté ou à une organisation travaillant plus largement sur les politiques. Si un projet affecte votre communauté et que vous ne savez pas qui est à l'origine d'un nouveau développement, plusieurs ressources sont à votre disposition.

Le Projet de Redevabilité Internationale (IAP International Accountability Project) dispose d'un Système d'Alerte Précoce (Early Warning System - EWS) qui recueille des informations sur les projets prévus et existants. Il vérifie et résume ces informations avant de les partager avec les organisations de la société civile et les communautés. L'idéal est de le faire avant que le financement ne soit approuvé. Les communautés peuvent alors effectuer leurs propres recherches et décider d'agir, soutenues par le système d'alerte précoce et ses partenaires.



Le Développement Inclusif International (Inclusive Development International) a lancé une campagne intitulée 'Suivre l'argent jusqu'à la justice' (Follow the money to justice). Les communautés qui contestent des projets d'investissement nuisibles peuvent demander une enquête à l'équipe du projet ici. La priorité est donnée aux demandes émanant des régions d'Afrique subsaharienne et d'Asie du Sud-Est. Il existe également un centre de ressources en ligne, avec des guides pour suivre l'argent et des outils de données.

Il est ensuite important de déterminer l'impact d'un projet sur la communauté et l'environnement. Vous devez ensuite déterminer le résultat que vous souhaitez obtenir. S'agit-il d'arrêter le projet ou de l'adapter ? Souhaitez-vous davantage de consultation ? Il existe également des organisations, telles que le Accountability Counsel (Conseil de Redevabilité) qui peuvent vous aider à comprendre le processus de dépôt d'une plainte et qui peuvent vous aider à gérer les attentes et les aspects pratiques (voir également la section sur la création de coalitions).

Des eaux troubles : Intermédiaires financiers

Il est de plus en plus difficile de déterminer qui finance un projet car les BPD font appel à des intermédiaires financiers qui n'ont pas forcément les mêmes politiques et les mêmes normes qu'eux. C'est pourquoi la société civile s'est efforcée de faire en sorte que les BPD mentionnent les normes applicables aux intermédiaires financiers dans certaines de leurs politiques et certains de leurs cadres. Oxfam, par exemple, a publié un rapport intitulé 'Livres ouverts' sur la manière dont les Institutions de Financement du Développement (IFD) peuvent être plus transparentes dans les projets qu'elles financent par le biais d'intermédiaires financiers. Dans une soumission récente à la BAD, l'organisation Recourse a suggéré que : 'Toutes les modalités financières devraient être couvertes par le Fonds Social Européen (FSE) et en faire explicitement partie, et non pas être séparées et approuvées séparément. L'ensemble du FSE devrait s'appliquer et lorsque des exceptions sont proposées, elles devraient être explicitement clarifiées et justifiées.'

Identifier la structure de gouvernance de la BPD

• Les décideurs de la BPD

Dès le départ, il est important de comprendre la structure institutionnelle de la Banque avec laquelle votre organisation de la société civile souhaite s'engager. Cela signifie qu'il faut examiner le mandat, les priorités et les organes de décision de la Banque.

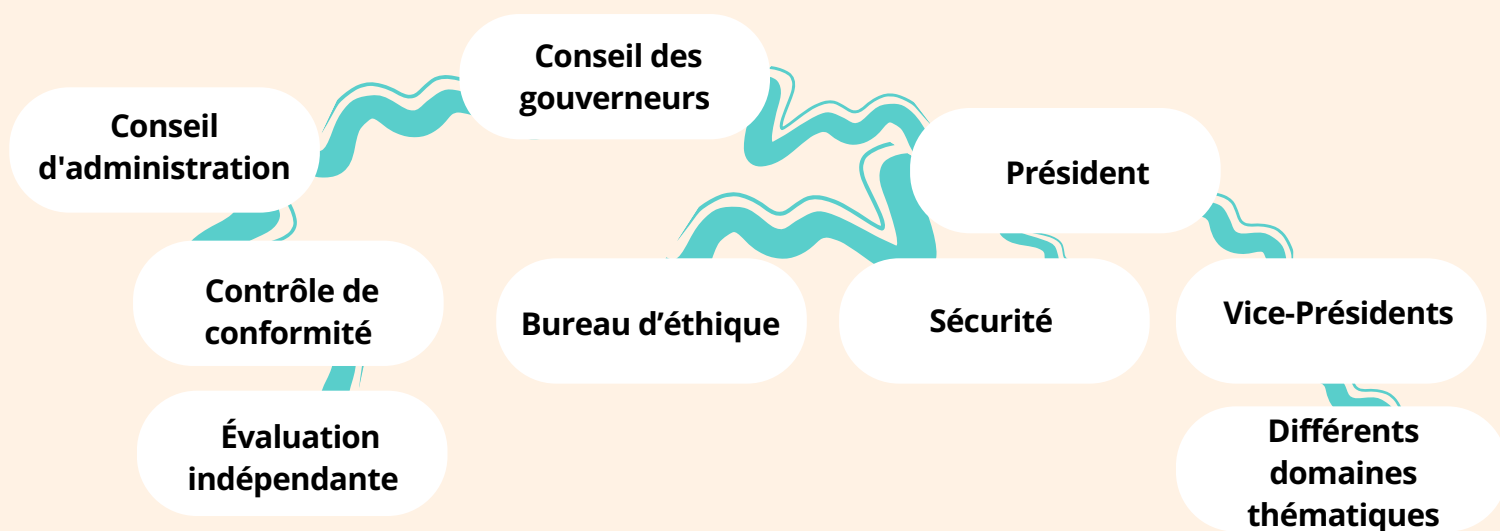
Le Conseil des Gouverneurs est l'organe de décision le plus élevé. Il existe également un Conseil d'Administration, où sont prises les décisions clés, et un président de la Banque, qui en assure la gestion.

Conseil

Il peut être utile de comprendre qu'il faut impliquer le Conseil d'Administration, car il représente les intérêts des actionnaires. En particulier, les OSC peuvent identifier des pays et des parties prenantes spécifiques (y compris des Ministères du gouvernement) au sein du Conseil d'Administration qui sont ouverts à l'engagement de la société civile et les engager sur des projets spécifiques de la Banque ou sur les politiques de la Banque. Certaines coalitions de la société civile organisent des réunions trimestrielles avec certains actionnaires qui contribuent à une grande partie du budget de la banque avec laquelle elles s'engagent. Vous trouverez les coordonnées des actionnaires sur les sites web des BPD.

Selon la BPD en question, il peut y avoir des bureaux/départements spécialisés qui rendent compte au Conseil d'Administration, y compris des Départements d'Evaluation Indépendants, des bureaux liés aux fonctions d'examen de la conformité du mécanisme de redevabilité de la BPD, ou des bureaux liés à la lutte contre la corruption et à l'intégrité. Les bureaux relatifs à l'éthique et à la conduite, ou aux projets spéciaux, ainsi que les vice-présidents, répartis par domaine thématique, rendent compte directement au Président.

Exemple d'organigramme d'une BPD (ces organigrammes varient en fonction de la BPD) :





©Forus - Sommet de la finance en commun 2023

• Engager les BPD au niveau des projets, aux niveaux national, régional et mondial

La Banque opère à plusieurs niveaux auxquels les OSC peuvent s'engager. Avant de commencer à s'engager, les OSC doivent se poser les questions suivantes pour déterminer leur niveau d'engagement :

- Votre organisation est-elle locale, nationale, régionale ou internationale ?
- En quoi la vision et la mission de votre organisation correspondent-elles au mandat et aux priorités de la BPD ?
- Quels sont les objectifs que vous poursuivez en vous engageant auprès d'une BPD ? S'agit-il d'arrêter un projet ? D'obtenir un recours ? D'influencer la politique ?
- Travaillez-vous sur la base d'un projet avec les communautés affectées ou à un niveau plus thématique ?
- Si vous travaillez au niveau local, êtes-vous confronté à des risques en engageant les autorités locales dans un projet particulier ?
- Dans l'affirmative, existe-t-il une OSC nationale, régionale ou internationale que vous pourriez engager pour minimiser les risques, déposer des plaintes ou sensibiliser l'opinion publique ?
- Si vous travaillez à un niveau thématique, existe-t-il des domaines thématiques spécifiques dans lesquels votre organisation pourrait influencer la politique de la BPD sur la base de votre expertise ?
- Existe-t-il des organisations qui travaillent sur les mêmes domaines thématiques mais à des niveaux différents (local, national) ?
- Comment pourriez-vous unir vos forces de la manière la plus efficace possible avec d'autres organisations afin de maximiser votre impact, sans dupliquer les rôles et les responsabilités ?
- Existe-t-il d'autres domaines thématiques susceptibles de recouper vos intérêts thématiques (par exemple, la manière dont les politiques de sauvegarde sont mises en œuvre dans le contexte du financement du climat ?
- Quels sont les points focaux de la Banque les plus appropriés à votre niveau d'implication ?

Il est important de noter que les organisations peuvent travailler à différents niveaux. Par exemple, une organisation peut commencer par travailler au niveau du projet avec les communautés touchées par un conflit. Vous constaterez peut-être que certains défis sont liés aux stratégies institutionnelles des BPD. Par exemple, il peut être impossible d'obtenir des informations sur un projet particulier parce que la politique d'accès à l'information ne prévoit pas la divulgation rapide des informations, ou parce que les mécanismes de plaintes n'ont pas la capacité d'enquêter. Les organisations pourraient alors décider de s'engager au niveau régional en révisant les politiques.

Le site web de la BPD devrait inclure certains points focaux de la société civile qui font partie du personnel de la Banque. Par exemple, la politique d'engagement des ONG de la BAD établit un Centre des ONG et de la Société Civile (NGOC) au sein de l'organisation, tandis que la BAfD et la BID ont un point focal unique au sein de la Banque. Identifiez les membres de ce personnel et leur lien avec le niveau auquel vous vous engagez.

Conseil

Il est utile de s'engager à tous les niveaux pour un impact maximal. Les différents niveaux d'engagement sont décrits ci-dessous.

Projet

Parties prenantes: Communautés affectées par le projet, personnel du projet de la BPD, mécanismes indépendants de redevabilité, gouvernement local, OSC nationales, OSC internationales.

Type d'engagement: participation à la conception, à la mise en œuvre et au suivi des projets ; redevabilité de la BPD en ce qui concerne les effets négatifs des projets ; engagement auprès des communautés affectées par les projets ; mise en évidence des différences entre les projets et la politique ; sensibilisation et plaidoyer.

National

Parties prenante: Bureau national, direction de la BPD, mécanismes indépendants de redevabilité, gouvernement national (le client), Parlement, OSC locales, OSC internationales.

Type d'engagement: Influence sur les stratégies de partenariat nationales, participation aux journées portes ouvertes de la BPD pour le partage d'informations, la sensibilisation et le plaidoyer.

Régional/ Mondial

Parties prenante: Directeurs exécutifs, États membres, départements spécifiques de la BPD (par exemple, équipes chargées des sauvegardes, équipes chargées de l'accès à l'information), mécanismes indépendant de redevabilité

Type d'engagement: participation aux réunions annuelles, examen des politiques, sensibilisation et plaidoyer.

• **Projet/ au niveau de la communauté**

Le premier niveau auquel les OSC peuvent impliquer les BPD est celui du projet. Dans l'idéal, les OSC devraient être impliquées de manière proactive dans la conception des projets, en mettant l'accent sur une approche fondée sur les droits humains, qui implique des consultations aussi larges et significatives que possible avec les communautés. En réalité, cela est plus difficile à réaliser, et les communautés ont tendance à s'engager une fois que les préjudices ont déjà été commis, soit par le biais de mécanismes de plaintes au niveau du pays, soit par le biais des mécanismes de redevabilité de la Banque. Les communautés et les OSC ont donc un rôle important à jouer dans le suivi des projets, en demandant aux BPD de rendre compte de leurs propres politiques environnementales et sociales, ainsi que des normes internationales en matière de droits humains. La documentation se trouve souvent sur les sites web de la Banque, y compris les documents relatifs aux projets, les informations relatives à la passation des marchés et les contrats attribués. Des informations sur les risques environnementaux et sociaux des projets devraient également être accessibles. Les OSC peuvent également s'engager auprès des communautés affectées par les projets et partager leurs conclusions avec le gouvernement concerné et le personnel de l'équipe de projet de la Banque. De nombreuses organisations préconisent la constitution d'une base de preuves sur les projets qui ont eu des conséquences négatives, car cela permet de démontrer aux responsables et aux actionnaires de la Banque qu'il est plus rentable d'investir dans un contrôle préalable adéquat pour éviter les risques avant la mise en œuvre des projets.

• **Au niveau national/du pays**

Au niveau national, les OSC peuvent s'engager auprès des bureaux nationaux, notamment en participant à des consultations tout au long des cycles de projet et en se joignant aux processus d'engagement des parties prenantes autour des stratégies nationales et sectorielles. Les BPD utilisent les stratégies nationales pour fixer leurs priorités au niveau national. Il convient de noter que le terme peut varier légèrement - à la BAfD, il s'agit d'un Document de Stratégie du Pays (DSP), tandis qu'à la BAD, il s'agit d'une Stratégie de Partenariat du Pays (SPP). Ces stratégies sont souvent alignées sur la stratégie institutionnelle de la BPD et sur le programme de développement national du pays. Certaines banques, comme la BAD, détaillent les calendriers des stratégies de partenariat à venir du pays sur leur site Internet.⁶ Comme l'a montré l'expérience de la BAD, l'engagement au niveau national dépend de l'étendue de la société civile dans le pays ainsi que de l'ouverture du gouvernement à l'égard des ONG. Souvent, dans le passé, la société civile n'a été consultée qu'une fois les priorités déjà établies. Il est donc important que la société civile s'engage auprès des bureaux nationaux pour déterminer quand la prochaine stratégie nationale sera élaborée et pour tenter d'influencer les BPD afin qu'elles s'engagent avant l'élaboration de la stratégie. Il s'agit d'une occasion importante pour les OSC de s'engager auprès des BPD, et la société civile peut plaider en faveur d'une plus grande inclusion dans les stratégies nationales en s'engageant auprès du bureau national de la BPD, ou même en s'engageant auprès de la direction de la BPD. Certaines BPD, comme la Banque Mondiale, ont des directives qui décrivent l'engagement de la société civile dans l'élaboration d'une stratégie nationale (voir par exemple le Guide de la Société Civile d'Asie Centrale pour influencer les stratégies nationales de la Banque Mondiale ici) et ces directives peuvent être utilisées comme bonnes pratiques pour alerter d'autres BPD. Il est important de comprendre que les BPD n'auront pas nécessairement des bureaux nationaux dans tous les pays de leur région, mais qu'ils auront surtout des bureaux dans les pays où des projets sont entrepris. En outre, certaines BPD (mais pas toutes), comme la Banque Africaine de Développement (BAfD), organisent des journées portes ouvertes à l'intention de la société civile pour le partage d'informations, organisées par les bureaux nationaux. La société civile peut également mener des actions de plaidoyer au niveau national par l'intermédiaire de parties prenantes telles que le Parlement et les Ministères des Finances. Les OSC locales peuvent mener des recherches et s'engager dans des coalitions nationales d'OSC.

L'étude de cas suivante donne un exemple de la manière dont les OSC ont été impliquées dans les stratégies nationales de la BAfD.

Étude de cas

Engagement des communautés dans la stratégie nationale du Burkina Faso pour la BAfD

Contexte

En mai 2023, la société civile a été invitée à participer à l'examen du portefeuille intérimaire du Burkina Faso. Il y a 21 projets actifs au Burkina Faso, y compris des projets qui ont impliqué la construction d'infrastructures pour les populations vulnérables, et des projets visant à réduire le chômage des jeunes dans les zones rurales.

Stratégie d'engagement

Il convient de noter qu'ici, l'engagement avec les OSC était lié à leur rôle de contractants directs, et basé sur une invitation de la Banque, plutôt que d'influencer la conception de la politique dès le départ.

Résultats

Le dialogue a renforcé le partenariat entre la BAfD et la société civile dans la mise en œuvre des projets et a conduit à la création d'un comité tripartite Banque-Gouvernement-Société civile pour contrôler et suivre les projets et programmes financés par la Banque au Burkina Faso⁸.





• Le niveau régional/international

Au niveau régional et international, les OSC peuvent participer à l'examen des politiques et aux réunions annuelles. Certaines banques, comme la BAD, disposent d'un panel spécifique pour les discussions avec les OSC lors de leurs réunions annuelles, tandis que la BID a récemment mis en place cette initiative. Les sites web des banques devraient contenir des informations détaillées sur leurs politiques opérationnelles et leurs stratégies sectorielles, ainsi que sur leurs documents de stratégie nationale et régionale, et sur leurs politiques en matière d'accès à l'information, de mécanismes de sauvegarde, de mécanismes de responsabilité et autres. À ce niveau, les OSC peuvent s'engager auprès des gouvernements des différents Etats membres et des directeurs exécutifs de la BPD. Elles peuvent s'adresser à la direction de la Banque, mais aussi à des équipes spécifiques, par exemple celles qui se consacrent aux sauvegardes environnementales et sociales, ou encore aux membres des Mécanismes Indépendants de Redevabilité.

L'étude de cas ci-dessous illustre certains des efforts déployés par les OSC pour participer aux assemblées annuelles de la BAfD.

Engagement des OSC

Voir comment les différents niveaux d'engagement s'appliquent spécifiquement à la BAfD dans une boîte à outils développée par la Coalition pour les Droits Humains dans le Développement.

Étude de cas

Elargissement de l'espace de consultation de la société civile lors des assemblées annuelles de la BAfD

Contexte

La société civile a demandé à plusieurs reprises d'être incluse dans les assemblées annuelles de la BAfD, au lieu d'organiser un forum BAfD-OSC distinct. En 2016, 48 organisations de la société civile africaine ont envoyé une lettre au président de la BAfD pour demander plus d'espace pour l'engagement de la société civile et une réforme du Forum des OSC, comme le souligne une lettre signée par 46 organisations africaines, qui craignent que les communautés directement touchées par les activités financées par la BAfD, ainsi que les OSC, ne soient pas en mesure de participer à sa 58e assemblée annuelle en 2023. En février 2024, avant les assemblées annuelles de 2024, la société civile a écrit une lettre à la Banque pour demander une participation significative, y compris des sessions thématiques dirigées par les OSC, une table ronde des OSC avec les administrateurs de la BAfD et une réunion publique des OSC avec l'équipe de Direction de la BAfD. La société civile s'est rendue à Nairobi pour assister aux assemblées de 2024, mais environ 15 représentants de la société civile qui font partie du Groupe de travail de la société civile sur la BAfD ont été menacés et expulsés de l'événement. Ces représentants avaient été autorisés à participer à un atelier parallèle de deux jours aux abords de l'assemblée annuelle de la BAfD, mais ils en furent empêchés après que des agents de sécurité aient examiné leurs T-shirts, les aient accusés de mener une protestation illégale et leur aient retiré leurs badges.

¹²

Stratégie d'engagement

Les représentants de la BAfD ont utilisé une approche interne, tout en adoptant une approche externe.

Résultats

Le groupe a pu rencontrer certains directeurs exécutifs et fonctionnaires de la Banque à l'hôtel, mais n'a pas été autorisé à participer à d'autres événements. À la suite de la réunion de juin 2024, les OSC ont émis des recommandations clés à la Banque, y compris la garantie de leur représentation aux assemblées annuelles.¹³ Il est trop tôt pour dire si ces voix seront entendues et si les OSC seront autorisées à participer à l'assemblée annuelle de la BAfD en 2025.



©Groupe de la société civile de la BAD



©Nigeria Network of NGO projet de renforcement du dialogue entre les OSC et les BPD

Développer votre stratégie d'engagement

L'étape suivante pour engager une BPD consiste à élaborer une stratégie. Vous pouvez élaborer une stratégie spécifique à votre organisation ou à une coalition. Une stratégie doit commencer par l'analyse du contexte principal du projet (vos informations de base). Cette analyse comprendra en partie une analyse des politiques institutionnelles de la Banque, comme nous le verrons ci-dessous. Vous devez ensuite identifier le problème principal que vous souhaitez résoudre, en examinant les causes et les effets du problème. Vous devez ensuite identifier les principaux objectifs de votre travail. Vous devez réfléchir à ce que vous voulez réaliser, à la manière dont vous voulez y parvenir et à la manière dont vous mesurerez ces résultats. Ces objectifs doivent être SMART.

SMART signifie:

Spécifique

Réalisable

Mesurable

Réaliste

A temps

Une grande partie de votre stratégie doit être consacrée au plaidoyer, à la communication et à la sensibilisation. Vous devez également vous demander à qui vous voulez adresser vos messages et qui sera le public visé par les activités que vous menez. Vous devez ensuite réfléchir aux activités que vous prévoyez et aux ressources dont vous aurez besoin en termes de temps, de personnel, de budget, etc. Si vous élaborez une stratégie pour une coalition, vous devez envisager de répartir les responsabilités en fonction des différents objectifs des différentes organisations et en considérant le meilleur niveau auquel les différentes organisations peuvent s'engager. Les OSC s'engagent généralement soit avec une personne extérieure (plaidoyer externe), soit avec une personne intérieure (approche de plaidoyer interne), comme indiqué ci-dessous.

Plaidoyer externe

Plaidoyer interne

- **Plaidoyer externe (approche externe):** Certaines organisations estiment que la meilleure façon de défendre une cause est d'exercer une pression extérieure. Il peut s'agir des campagnes des médias locaux et internationaux et des réseaux sociaux, des protestations publiques, de manifestations et d'actes de désobéissance civile, de lobbying auprès des parlementaires ou d'appels à des organes des Nations Unies tels que le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH), ou à des organes régionaux tels que la Commission Africaine des Droits de l'homme et des Peuples (CADHP)

La dénonciation et l'opprobre ?

Certaines organisations préfèrent dénoncer les BPD en identifiant les projets ou les pratiques dans lesquels elles ont enfreint les droits humains (approche externe). D'autres tentent d'influencer le personnel de la Banque par le biais d'engagements privés. La tactique que vous souhaitez utiliser peut dépendre de votre organisation, mais il est recommandé de combiner plusieurs approches.

- **Plaidoyer interne (approche interne):** Certaines organisations préfèrent s'adresser à la Banque en demandant des réunions avec le personnel des bureaux nationaux, la direction de la Banque et les points focaux des OSC, ou des équipes de gestion spécifiques de la Banque (telles que les spécialistes des sauvegardes environnementales et sociales ou le personnel des mécanismes de redevabilité de la Banque). Les OSC peuvent contribuer à l'examen des politiques de la Banque et apporter leur contribution par le biais de documents de recherche ou de notes d'information, ou en organisant des dialogues sur les politiques. L'étude de cas présentée dans la section ci-dessous illustre l'utilisation de l'approche de l'intérieur, en particulier en ce qui concerne le Cadre de Politique Environnementale et Sociale (CPES) de la BID, qui comprend désormais plus de 60 recommandations d'OSC.

Constitution de coalitions

Les coalitions sont importantes pour engager les BPD car elles font pression sur les Banques pour qu'elles les prennent au sérieux. Pour renforcer votre coalition, il peut être nécessaire de commencer par renforcer vos capacités. Pour ce faire, vous devrez d'abord dresser la liste de toutes les organisations avec lesquelles vous travaillez actuellement et identifier les organisations opérant dans votre pays, au niveau régional ou mondial, avec lesquelles vous pourriez unir vos forces.

Étapes de la mise en place d'une coalition:

- Dressez la liste des organisations avec lesquelles vous travaillez actuellement et indiquez comment elles s'engagent dans les BPD.
- Évaluez les bonnes pratiques en termes d'engagement.
- Identifiez un intérêt plus large pour l'engagement des BPD que vous avez choisies. Dans la mesure du possible, allez au-delà du partage d'informations et de la consultation pour trouver des moyens de collaborer à des niveaux plus élevés et d'approfondir les partenariats. Cela peut inclure une analyse des projets existants.
- Identifiez les contraintes auxquelles vous pourriez être confronté.
- Organisez des événements de sensibilisation pour la société civile ainsi que des formations pour aider d'autres organisations de la société civile à comprendre pourquoi leur engagement avec une BPD est important, les points d'entrée pour l'engagement et pour développer des stratégies pour aller de l'avant.

Conseil

Envisagez de mettre en place des points focaux dans chaque pays (si possible), un point focal pour la coordination des OSC entre les pays et une personne qui peut suivre et évaluer le succès de vos efforts combinés.



©Nigeria Network of NGO projet de renforcement du dialogue entre les OSC et les BPD

Etude de cas

Comment une coalition formalisée d'OSC au sein de la BID a réformé la politique de la Banque

Contexte

La société civile a créé un groupe de travail sur la BID composé de plus de 60 organisations. Ce groupe est dirigé par la Coalition pour les Droits Humains dans le Développement et a été créé en 2019. La coalition a été formée après que différentes organisations qui s'étaient engagées par le biais d'une coalition informelle ont décidé qu'elles avaient besoin d'une approche plus structurée.

Stratégie d'engagement

Depuis la formation de la coalition, le groupe a écrit des lettres à la BID à de nombreuses reprises pour plaider en faveur d'une plus grande inclusion - à travers ses sauvegardes et ses politiques d'accès à l'information, ainsi que lors de ses réunions annuelles. Par exemple, en 2023, le groupe de travail a souligné que les consultations dans la politique d'accès à l'information n'avaient pas été « significatives, solides, accessibles, diversifiées ou inclusives, et qu'elles n'étaient pas non plus organisées sur la base d'agendas participatifs¹⁴ ». Ils ont également affirmé que la BID devrait examiner comment leur contribution a fait une différence dans les résultats mesurables, tout en s'adressant également à la société civile critique et indépendante, aux groupes marginalisés et aux personnes touchées par les projets du groupe de la BID.

Résultats

À la suite d'engagements systématiques, la société civile note que les améliorations dans l'intégration des recommandations dans le CPES, l'intégration de la société civile dans la réunion annuelle de 2024 en tant que panel de discussion (pour la première fois en dix ans), un meilleur engagement sur les projets de la BID, et des mesures pour rendre opérationnel l'engagement dans le CPES de ne pas tolérer les représailles, y compris la production d'une note technique sur les représailles pour le personnel de la Banque et la mise en place de mécanismes de règlement des plaintes dirigés par la direction pour la BID et BID Invest. La BID a pris en considération plusieurs critiques et recommandations du groupe de travail sur la manière de renforcer la conception de l'Initiative pour l'Amazonie en y incluant des dispositions sur les défenseurs des droits de l'homme dans le domaine de l'environnement. En outre, grâce aux actions de plaidoyer, le rapport du Mécanisme Indépendant de Consultation et d'Investigations de la BID (MICI) sur les projets hydroélectriques au Guatemala comprenait une recommandation selon laquelle, si BID Invest se désinvestissait du projet, la direction devrait élaborer un plan de sortie responsable, et la Société financière de développement et BID Invest ont refusé de soutenir le projet hydroélectrique Jilamito au Honduras, Marfrig au Brésil, et Trecca au Guatemala¹⁵.



Conseil

Pour constituer votre coalition, il existe un certain nombre de coalitions internationales et régionales avec lesquelles vous pouvez envisager de vous engager.

- Accountability Counsel (Conseil de la redevabilité) amplifie les voix des communautés du monde entier pour protéger leurs droits humains et leur environnement et utilise des stratégies communautaires et politiques pour accéder à la justice.
- La Coalition pour les Droits Humains dans le Développement dispose de coordinateurs régionaux en Afrique, en Asie et en Amérique latine, qui pourront fournir des informations sur les groupes de travail de la BAfD, de la BAD et de la BID (la BAfD et la BID n'ont pas de plateformes web spécifiques). Elle dispose également d'un système d'Echanges de Ressources Communautaires (CRE) pour soutenir le partage d'expériences aux niveaux local, régional et international, tout en offrant de petites subventions. La campagne 'Défenseurs dans le Développement', sous l'égide de la Coalition (mais n'englobant pas nécessairement les mêmes membres et réseaux), dispose d'un groupe de travail sur la sécurité pour soutenir les défenseurs des droits humains qui sont en danger. Il existe également un répertoire du groupe de travail sur la sécurité avec une liste d'organisations qui peuvent offrir un soutien. La campagne offre également de petites subventions aux organisations pour leur permettre de prévenir et de traiter les risques auxquels les défenseurs des droits humains sont confrontés, lorsqu'ils s'expriment sur des projets financés par les banques de développement.
- FORUS coordonne l'engagement des OSC au Sommet Finance en Commun (FiCS), ce qui permet aux OSC de défendre leurs priorités politiques et d'améliorer leurs pratiques en faveur des populations et de la planète.
- Le Projet de Redevabilité Internationale propose un système d'alerte précoce pour les projets de développement, l'idéal étant d'informer les communautés avant que le financement ne soit accordé.
- Le Centre d'Information Bancaire dresse la liste des campagnes, des régions et des institutions avec lesquelles elle s'est engagée.
- L'Observatoire de la Réalité de l'Aide fournit une liste de campagnes d'OSC et de données sur l'Asie-Pacifique afin de fournir des récits de terrain et des analyses de projets de développement fondées sur des preuves.
- Défenseurs des Droits Humains soutient les militants qui protègent les droits humains.
- Le Forum des ONG s'engage spécifiquement auprès des BAD et de la Banque Asiatique d'Infrastructures et d'Investissements (BAII).



©BAD

Identifier et influencer les politiques institutionnelles des BPD

L'un des moyens d'impliquer les BPD est de s'appuyer sur leurs politiques et stratégies institutionnelles. La société civile peut utiliser ces politiques pour demander aux BPD de rendre compte de leurs propres engagements au niveau du projet, ou pour influencer la manière dont ces politiques sont révisées et développées au niveau régional. Il convient de noter que l'un des plus grands défis pour demander des comptes aux BPD est qu'elles s'appuient souvent sur les informations générées par les clients pour obtenir des informations sur les processus clés, tels que les sauvegardes environnementales et sociales, les consultations avec les communautés affectées, l'identification des risques de représailles et les solutions.¹⁶ Les pays emprunteurs (et les intermédiaires financiers impliqués) peuvent ne pas avoir les mêmes normes que les BPD, et il est donc important que les BPD fassent respecter les normes et pratiques internationales, respectent la législation sur les droits humains et assument la responsabilité ultime de s'assurer que la conception et la mise en œuvre des projets par les clients sont conformes à ces normes.

Stratégies des BPD

La plupart des BPD disposent d'une stratégie globale pour guider leurs engagements. Celle-ci détaille leurs principales priorités et leurs domaines de travail thématiques et couvre normalement une période d'environ 10 à 20 ans. Cette stratégie se trouve souvent sur la page d'accueil du site web de la BPD, dans l'onglet "À propos de nous" ou dans la liste des documents de la BPD. Il s'agit d'un point de départ utile pour comprendre les principaux objectifs et ambitions de la Banque.

Comme indiqué précédemment, les BPD disposent également de stratégies nationales, comme les banques multilatérales de développement (BMD) examinées dans cette boîte à outils. En règle générale, les stratégies nationales sont élaborées tous les cinq ans, tandis que les stratégies institutionnelles s'inscrivent dans un horizon à plus long terme, de dix ans ou plus. Pour cette raison, et parce que les stratégies institutionnelles sont souvent des événements plus fermés impliquant tous les hauts fonctionnaires des BPD et les représentants des différents pays, les stratégies nationales peuvent être plus faciles à mettre en œuvre que les stratégies institutionnelles. Certaines BPD associent déjà la société civile à l'élaboration des stratégies par pays, tandis que pour d'autres BPD, il s'agit d'un phénomène plus récent.

Politiques d'engagement des BPD vis-à-vis de la société civile

Certaines banques font référence à la société civile dans leurs stratégies institutionnelles, mais d'autres disposent également de politiques dédiées à la société civile. Ces politiques sont importantes car elles reflètent l'engagement de la Banque à prendre en compte les points de vue de la société civile, et la société civile peut utiliser ces politiques pour demander à la Banque de rendre des comptes. Idéalement, cette politique intégrera l'engagement avec la société civile à tous les niveaux de la Banque (au niveau des projets, des pays, des régions et au niveau international). Elle spécifiera également clairement les mécanismes institutionnalisés visant à renforcer l'engagement avec les OSC. Il pourrait s'agir de forums BPD-OSC, de comités ou de groupes consultatifs d'OSC. Ces politiques BPD -OSC devraient également être alignées sur les autres politiques des autres Banques, telles que l'accès à l'information, les mécanismes de sauvegarde, les mécanismes de recours, les stratégies de partenariat avec les pays et d'autres encore.

Conseil

Tout comme il peut être difficile d'identifier les personnes avec lesquelles votre organisation doit s'engager au sein de la Banque, il peut également être difficile pour la Banque de savoir avec qui elle doit s'engager au sein de la société civile, étant donné que les organisations de la société civile sont diverses et ont des points de vue différents. Si la politique de la Banque n'établit pas de point focal formel pour la société civile, travaillez avec les OSC qui vous entourent pour déterminer la meilleure façon de l'institutionnaliser. Par exemple, il existe des groupes de travail pour la BAfD et la BID, qui coordonnent et facilitent les efforts de la société civile pour engager ces banques.

Les mécanismes d'engagement entre la BPD et la société civile doivent se réunir régulièrement et avoir des ordres du jour participatifs (reflétant non seulement l'ordre du jour de la BPD, mais aussi les contributions des différentes organisations de la société civile). Les discussions doivent être significatives, solides, accessibles, diversifiées et inclusives. Cela inclut la société civile critique et indépendante, les groupes marginalisés et les personnes touchées par les projets de la Banque. Les forums BPD-OSC ont tendance à se réunir une fois par an, mais la société civile peut faire pression sur les BPD à l'avance pour formuler l'ordre du jour et les différentes parties prenantes qui seront impliquées. Il est également important que les questions soulevées fassent l'objet d'un suivi. Les groupes de travail ou les comités des OSC peuvent se réunir plus régulièrement pour suivre les progrès réalisés. La société civile peut faire pression pour l'élaboration d'une feuille de route BPD - OSC, qui englobe un document stratégique, un plan d'action, un mécanisme de financement, un système de suivi et d'évaluation et un plan de communication.

Politiques d'accès à l'information

Étant donné qu'une BPD a un mandat public, elle a le devoir de partager des informations avec un large éventail de parties prenantes, y compris la société civile. L'accès à l'information est inscrit à l'article 19 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme des Nations Unies, qui inclut le droit de chercher, de recevoir et de répandre les informations et les idées¹⁷ Une politique d'accès à l'information favorise la bonne gouvernance, la transparence et la redevabilité. Une politique peut donner une plus grande visibilité aux projets bancaires, coordonner la divulgation d'informations, améliorer la mise en œuvre des projets en améliorant la consultation et en définissant des normes conformes aux meilleures pratiques internationales en matière de droits humains.

Cependant, de nombreuses BPD continuent d'utiliser des politiques qui autorisent des exceptions à la divulgation d'informations. Il s'agit notamment d'informations commerciales confidentielles et sensibles, d'informations liées à des négociations internes et externes, d'informations générées par un tiers (tel qu'un gouvernement), de procédures concernant le Conseil d'Administration et d'informations restreintes par les politiques et lois nationales. Lorsque la BID a commencé à réviser sa politique d'accès à l'information en 2019, la société civile a noté que l'exception "largement rédigée" concernant les informations spécifiques à un pays permettait aux pays de s'opposer à la publication de pratiquement n'importe quelle information.¹⁸

Dans certains pays, il est possible de demander des informations par le biais d'une loi sur l'accès à l'information. Par exemple, l'Afrique du Sud dispose d'une loi sur la Promotion de l'Accès à l'Information (PAIA), alors que des pays comme le Lesotho n'en ont pas. Cela peut rendre l'accès à l'information difficile, comme cela a été le cas avec les prêts des BPD au Lesotho Highlands Water Project, tels que ceux de la BAfD. L'accès à l'information peut également être remis en cause par la signature d'accords de non-divulgation, qui sont des contrats juridiquement exécutoires créant une relation confidentielle entre une personne détenant des informations sensibles et une personne qui aura accès à ces informations. Vous trouverez ici des informations sur les pays qui disposent de lois sur l'accès à l'information.¹⁹

Les documents de projet manquent souvent de détails importants, ne sont pas mis à jour régulièrement et sont trop techniques. Souvent, ils ne sont pas disponibles dans les langues locales, ce qui les rend inaccessibles aux groupes marginalisés. Par exemple, une évaluation des pratiques de divulgation de la BAfD, initiée en interne par le bureau du Secrétaire Général et le Secrétariat Général (PSEG), a constaté que, bien que le nombre de documents divulgués de manière proactive sur le site web de la Banque ait augmenté de manière significative au fil des ans, passant de 700 en 2013 à 3 795 en 2020, la qualité globale des informations était inadéquate.²⁰ En termes d'engagement des OSC, selon une étude réalisée par le Bureau Indépendant d'Évaluation du Développement (IDEV) de la BAfD, la BAfD a amélioré l'accès à l'information par le biais de portails de projets, d'une base de données des OSC et d'un onglet consacré à la société civile sur le site Web de la Banque, mais il n'y a pas d'engagement soutenu et systématique dans les deux sens entre la Banque et la société civile. En outre, l'accès à l'information dépend des capacités, des ressources et du niveau de liberté d'expression dans un pays donné. Lors de l'examen de l'IDEV, les chargés de mission ont fait état de contraintes de temps, de compétences et de la perception commune que les OSC sont des 'auteurs de troubles', ce qui signifie que la Banque ne divulgue pas activement les informations.²¹

Étude de cas

Comparaison entre la politique et la pratique en matière d'accès à l'information à la BAfD

Contexte

En 2019, le Projet de Redevabilité Internationale a suivi les informations divulguées pour 179 projets de la BAfD. Il a constaté qu'en pratique, la Banque ne respectait pas le droit à l'information des communautés dans plusieurs domaines, notamment le niveau de divulgation des informations sur les risques environnementaux et sociaux spécifiques au projet et leur atténuation, ainsi que la divulgation des informations sur les sauvegardes environnementales et sociales applicables qui ont été déclenchées par le projet. Ils ont constaté que les coordonnées principales de l'emprunteur ou du client n'étaient pas divulguées pour 161 des 179 projets (90 %), qu'il n'y avait pas de traduction en arabe, en kiswahili, en portugais ou dans d'autres langues locales, que seuls deux des 179 projets (1 %) divulguaient les plans réels d'engagement des parties prenantes et que seuls cinq des 179 projets (3 %) divulguaient des informations sur le Mécanisme Indépendant d'Evaluation, le mécanisme indépendant de redevabilité de la BAfD, dans les documents de projet.

22

Stratégie d'engagement

Le Projet de Redevabilité Internationale a utilisé une combinaison d'approche externe et interne, en soulevant cette question auprès de la direction de la Banque tout en la rapportant dans les médias.

Résultats

L'étude de cas illustre l'utilité d'examiner des projets et des cas spécifiques pour obliger une BPD à rendre compte de ses politiques. Ces études de cas peuvent être utilisées lors de futures discussions sur l'accès à l'information.

Ainsi, les politiques d'accès à l'information devraient faire en sorte que ce soit la Banque, et non le pays emprunteur, qui fixe les normes en matière de divulgation de l'information, laquelle devrait être garantie en temps opportun, avec la possibilité de faire appel des demandes d'information refusées et des garanties de confidentialité. Dans un cas, le Centre d'information de la Banque a partagé un rapport d'un partenaire sur la manière dont la Société Financière Internationale (SFI) n'avait pas appliqué les normes de performance à la mine de cuivre de Kipoi, avant d'apprendre que la SFI s'était déjà complètement désinvestie, sans partager aucune de ces informations avec la communauté²³

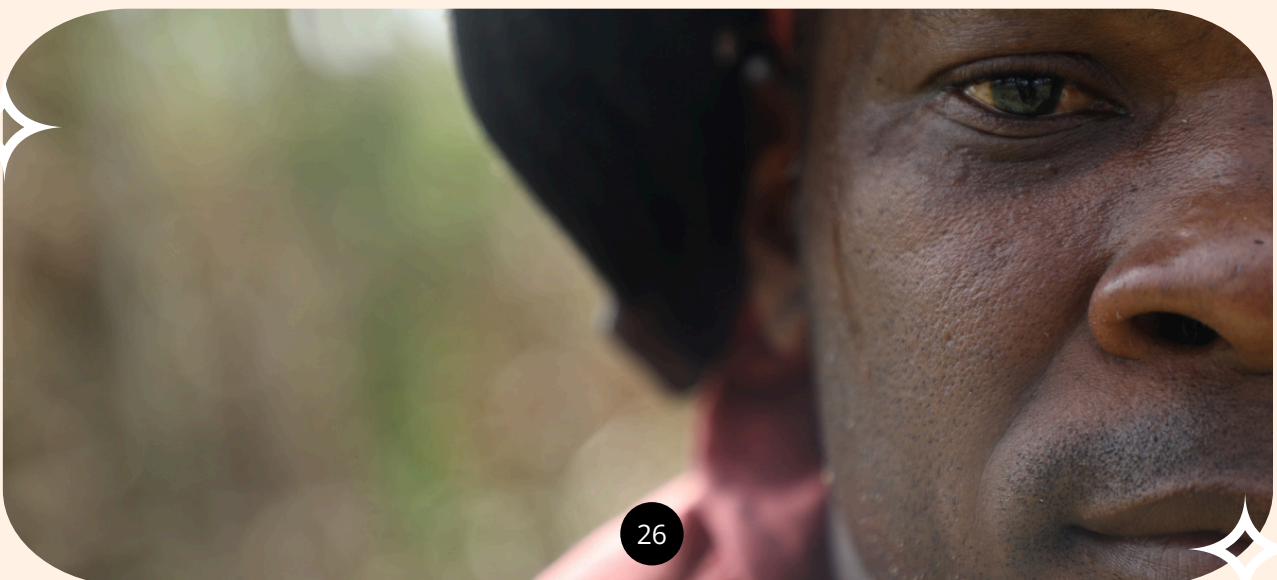
Accès à l'information

Que doit contenir une politique d'accès à l'information ?²⁴

- Un engagement formel à divulguer l'information en tant que droit humain fondamental.
- Les canaux, les formats et les délais de réponse aux demandes.
- Des normes pour la divulgation d'informations sur les projets qui sont dans l'intérêt public.
- Une liste minimale d'exemptions spécifiques à chaque pays.
- La garantie que la gestion finale des informations incombe à la BPD
- une garantie de confidentialité pour les personnes qui demandent des informations
- Une clause interdisant les représailles à l'encontre des lanceurs d'alerte
- Un mécanisme de recours indépendant et doté de capacités.
- Les détails de la mise en œuvre de la politique (qui peuvent être détaillés séparément dans un manuel d'opérations).
- Un système de suivi et d'évaluation (S&E) de l'utilisation des informations.

Conseil

Il est utile de faire appel en cas de refus d'information car les appels sont parfois adressés à des mécanismes indépendants qui peuvent être plus enclins à fournir des informations que les bureaux nationaux.





Mécanismes de sauvegarde

Dans le passé, certains projets d'infrastructure à grande échelle menés par les BPD ont eu des effets environnementaux et sociaux négatifs sur les communautés. Cela s'explique en grande partie par une mauvaise mise en œuvre ou par le fait que certaines mesures de sauvegarde ont été contournées. Cela a conduit à des projets qui excluent les populations vulnérables ou qui n'enrichissent que l'élite du secteur privé.²⁵ Dans un contre-exemple positif du projet de centrale hydroélectrique Song Bung 4 au Viêt Nam, financé par la BAD, un spécialiste des sauvegardes a été déployé à plein temps pour résoudre les tensions locales. Un plan de réinstallation et de restauration a été élaboré en étroite collaboration avec les communautés, ce qui a renforcé la confiance de ces dernières dans le projet.²⁶

De nombreuses BPD ont par la suite mis en place des mécanismes de protection environnementale et sociale afin de prévenir les effets négatifs des projets. Ces politiques permettent d'accroître la transparence et la redevabilité. Elles permettent également une plus grande consultation de la société civile. La société civile peut contribuer à la conception des projets, faire part de ses préoccupations, protéger les droits des communautés et demander des comptes aux gouvernements ou aux BPD. Cependant, les sauvegardes se concentrent souvent sur des principes plutôt que sur des exigences précises de mise en œuvre des principes et des conséquences en cas de non-conformité. En conséquence, les pays qui mettent en œuvre les projets doivent assumer la responsabilité des sauvegardes et ne procèdent pas à des évaluations environnementales et sociales rigoureuses.²⁷

Dans les différents BPD, la société civile exige désormais que les banques adoptent leurs propres sauvegardes contraignantes, qui s'appliquent quel que soit le contexte national. Cela nécessite une formulation claire sur l'évaluation des risques, les systèmes d'emprunt et la divulgation d'informations, qui soit assortie de délais, obligatoire et qui contienne des exigences en matière de redevabilité pour ceux qui accordent les prêts. Ce sont là quelques-unes des exigences que les OSC ont réclamées à la BPD, comme le montre l'étude de cas ci-dessous.

Étude de cas

Demande de révision complète du cadre environnemental et social de la BAD

Contexte

En 2022, la BAD a lancé un processus de révision de son Cadre Environnemental et Social (CES). Malgré des consultations approfondies qui se sont étendues sur une période de deux ans, la société civile a soumis une déclaration collective lors des réunions annuelles de la BAD en 2024, exigeant un démantèlement complet du projet. Le groupe a également demandé à la BAD de fournir une matrice pour illustrer la façon dont leurs contributions ont été prises en compte dans le document. Bien que cela ne soit pas possible étant donné le grand nombre de soumissions, certaines des principales préoccupations concernaient la formulation flexible qui permettait aux acteurs recevant un financement d'échapper à la responsabilité. La société civile a donc demandé que le document contienne des normes obligatoires, conformes et assorties de délais. En plus des commentaires sur le langage utilisé dans le cadre, la soumission note qu'un nouveau terme 'hiérarchie d'atténuation' est utilisé dans le document, qui permet aux emprunteurs de contourner les évaluations d'impact environnemental et social avant l'approbation du conseil d'administration pour les projets à risque élevé et moyen. En outre, une nouvelle formulation a été introduite concernant une 'approche commune applicable au cofinancement de projets entre la BAD et d'autres BMD', ce qui signifie essentiellement que l'approche commune s'engage à respecter les normes les plus basses, et non les plus élevées, en matière de sauvegardes. En outre, l'OSC souligne que la politique ne tient pas compte de la dimension de genre, malgré l'importance de prendre en considération et d'adopter le langage des risques fondamentaux des femmes dans les zones affectées par les projets.

Stratégie d'engagement

Les OSC ont utilisé un mélange d'approche intérieure et extérieure, en participant à des discussions de groupe (en utilisant un mélange d'approches de plaidoyer intérieures et extérieures) et en soumettant une déclaration collective, tandis que d'autres ont protesté à l'extérieur des salles.

Résultats

Malgré un engagement important auprès de la BAD, il semble que les contributions de la société civile n'aient pas été prises en compte de manière adéquate dans la dernière version du CES, et la politique continue de ne pas respecter les normes internationales en matière de droits humains ou des bonnes pratiques. Il est important que les OSC continuent à défendre ces questions.

Politiques de sauvegarde

Qu'est-ce qui devrait être inclus dans les politiques de sauvegarde ?²⁹

- Un alignement sur le droit international des droits humains et la diligence raisonnable.
- Des protocoles et des lignes directrices pour évaluer et détecter les risques de représailles.
- L'examen des risques liés aux droits humains.
- L'engagement de la Banque à fournir des conseils aux systèmes nationaux sur la gestion des risques.
- Un rôle de suivi important pour la BPD en ce qui concerne la gestion des risques dans les systèmes nationaux.
- Un engagement clair en faveur du principe 'ne pas nuire'³⁰
- Des clauses qui exigent de l'emprunteur qu'il prenne en compte l'impact du projet sur la santé et la sécurité de la communauté, le genre, l'impact sur les peuples autochtones et les groupes marginalisés.
- Cadres d'indemnisation et de droits, en particulier en cas de réinstallation involontaire.
- Mécanismes d'engagement des parties prenantes (y compris la participation des OSC), soit par le biais de stratégies nationales, soit sur la base d'un projet spécifique.
- Mécanismes de règlement des plaintes (et clauses exigeant que la BPD informe les communautés sur les mécanismes de règlement des plaintes).
- Le suivi et l'évaluation de la gestion des sauvegardes
- Une politique de tolérance zéro en matière de représailles.
- Une liste d'exclusion décrivant les activités incompatibles avec les engagements de la BPD.
- Les grandes lignes d'un recours.



Pour en savoir plus: Les Principes Directeurs des Nations Unies sur les Entreprises et les Droits Humains sont un ensemble de principes largement adoptés qui appellent les gouvernements et les entreprises à identifier, prévenir, atténuer et remédier aux violations réelles et potentielles des droits humains. Un exemple de la manière dont une coalition d'OSC du groupe de travail de la BID a amélioré le cadre de la politique environnementale et sociale de la BID peut être consulté ici.

Conseil

Il peut être utile de suivre les projets du point de vue de leur respect des sauvegardes. Par exemple, un rapport de la Fédération Internationale des Droits Humains (FIDH) et de Bankwatch montre comment les projets des BPD violent les droits humains, malgré les garanties environnementales et sociales en place. L'étude fournit des preuves de ces violations par le biais d'études de cas afin de démontrer que les banques doivent faire plus en termes de transparence et de participation du public lorsqu'elles identifient, préviennent et remédient aux risques et aux impacts en matière de droits humains. Une autre tactique utilisée consiste à démontrer aux BPD que les problèmes résultant du non-respect des sauvegardes sont plus opérationnels que politiques. Cela permet d'analyser le respect des conformités d'un point de vue moins controversé. L'étude de cas suivante montre comment les OSC ont utilisé des projets spécifiques pour illustrer le manque de conformité du pays avec les mécanismes de sauvegarde de la BAfD, ainsi qu'avec d'autres politiques.

Etude de cas

La centrale à charbon de Sendou au Sénégal, financée par la BAfD

Contexte

La société civile sénégalaise a déposé des plaintes auprès de l'Unité de Vérification de la Conformité et de Médiation de la BAfD après l'approbation d'un projet de développement de la centrale électrique de Sendou. La société civile a fait part de ses préoccupations concernant les sauvegardes environnementales et sociales, le manque de transparence, l'accès à l'information, l'engagement limité des communautés et la bancabilité du modèle, compte tenu des possibilités offertes par les énergies renouvelables dans le pays.

Stratégie d'engagement

Les OSC ont utilisé une approche interne et externe, en utilisant les politiques internes pour demander des comptes au client tout en faisant appel aux médias.

Résultats

Le Mécanisme Indépendant de Recours (MIR) de la BAfD a émis une série de recommandations visant à mettre la centrale en conformité avec ses politiques. La pression exercée sur les promoteurs du projet pour qu'ils répondent aux plaintes a abouti à l'élaboration d'un plan d'engagement communautaire et à l'embauche d'un responsable communautaire, à des compensations plus importantes pour les communautés et à des efforts pour réduire la pollution de l'environnement. L'utilisation du MIR, lorsqu'elle est soutenue par une stratégie, a été utile pour donner accès aux décideurs, influencer les institutions nationales et publiques et les investisseurs. La centrale de Sendou a cessé ses activités depuis 2019 et est confrontée à un risque de réputation. L'usine de charbon de Sendou est importante pour démontrer comment les recommandations des mécanismes de redevabilité de la BPD peuvent faire pression sur le client pour qu'il opère conformément aux politiques de la BPD en matière de sauvegarde. Il s'agit d'un bon exemple de cas où les communautés ont obtenu une forme de réparation. Il illustre le fait que la prévention, grâce à une plus grande diligence, peut permettre d'économiser de l'argent à long terme, en évitant d'investir dans des projets susceptibles d'être interrompus par la suite³¹



©IFC



©Human Rights Watch

L'accent mis sur le genre

Les femmes sont souvent affectées de manière disproportionnée par l'impact des projets des BPD. Dans le pire des cas, elles sont victimes de violences sexistes, de la traite des êtres humains ou du commerce du sexe. Si l'accent n'est pas mis sur l'égalité des sexes, les femmes risquent de s'appauvrir et de devenir plus vulnérables en raison de la réduction des dépenses sociales, notamment dans les domaines de l'éducation et de la santé. Les femmes peuvent également s'engager de manière proactive dans l'élaboration de politiques qui intègrent une perspective de genre. Certaines BPD ont des politiques en matière de genre ou intègrent la dimension de genre dans leurs différentes stratégies et autres politiques, comme les sauvegardes. L'Action en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes (Gender Action) a développé une boîte à outils qui peut être utilisée par les acteurs de la société civile souhaitant s'engager auprès des BPD. Elle comprend des sections sur les concepts de genre, des outils (listes de contrôle, indicateurs et méthodologies pour l'analyse de genre), des liens vers des bases de données ventilées par secteurs et des liens vers de nombreuses ressources. La boîte à outils est disponible [ici](#). En outre, une analyse réalisée par Gender Action évalue plus d'une douzaine d'institutions financières internationales (IFI) sur leurs politiques spécifiques en matière d'égalité des sexes dans la BPD et leur sensibilité à la dimension de genre dans les cadres environnementaux et sociaux. L'étude révèle que la Banque Asiatique de Développement (BAD) et la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) ont les politiques les plus solides en matière d'égalité des sexes, tandis que la Banque Mondiale et le FMI ont les politiques les plus faibles. L'étude formule des recommandations sur ce qui devrait être incorporé dans les politiques des BPD pour différents types d'indicateurs de genre et peut être consultée [ici](#). Malgré cela, en 2024, les OSC ont accusé la BAD d'être aveugle au genre dans son examen des sauvegardes, illustrant le fait que même si des politiques de genre existent, elles ne sont pas toujours alignées sur les politiques de sauvegarde.³²

Étude de cas

Les demandes des OSC conduisent à une enquête externe sur la dissimulation d'abus sexuels

Contexte

En octobre 2023, une coalition de 35 organisations internationales de la société civile de défense des droits humains a soumis une lettre commune demandant au Groupe de la Banque Mondiale (GBM) de 'Mener une enquête rapide, indépendante et approfondie sur les allégations selon lesquelles le Groupe de la Banque Mondiale et la direction de Bridge se sont entendus pour entraver et retarder l'enquête du Médiateur Consultatif pour la Conformité (CAO) sur les allégations d'abus sexuels sur des enfants et demander la démission de toute personne jugée responsable.' Cette décision a été prise après que les médias ont révélé des allégations d'abus sexuels dans les Académies Internationales Bridge au Kenya, où la Société Financière Internationale (SFI) détenait une participation. L'évaluation de la conformité a été lancée en janvier 2021 et un rapport interne du CAO de la SFI, publié en octobre 2023, a conclu que la SFI avait ignoré des preuves d'abus sexuels et exposé des enfants à des risques inacceptables d'abus, mais que ces allégations avaient été dissimulées et n'avaient pas été suivies d'effet. La SFI s'est désengagée en 2022 sans que les victimes puissent obtenir réparation.

Stratégie d'engagement

Les OSC ont utilisé une approche à la fois interne et externe, en s'adressant à la direction de la Banque tout en écrivant des articles dans les médias.

Résultats

En mars 2024, le GBM a annoncé l'ouverture d'une enquête externe sur les allégations d'ingérence en raison de cette pression. Les OSC continuent de réclamer des enquêtes solides, indépendantes et transparentes.³³ L'étude de cas montre que la pression publique est parfois nécessaire pour inciter la Banque à agir, mais que la réponse de la direction peut être limitée. La SFI continue de rejeter les demandes d'indemnisation directe des victimes de ces abus.³⁴

Mécanismes de réclamation et mesures correctives

Focus sur les représailles

Vous devez être conscient que l'équipe de la BPD qui gère le projet au niveau national, ainsi que le bureau national qui gère les relations entre le gouvernement et la Banque, peuvent ne pas avoir vos intérêts à cœur. Une étude de la Coalition pour les droits humains dans le développement, intitulée 'confiance mal placée', s'est penchée sur les représailles dans le cadre de projets de développement et a révélé que, dans la plupart des cas, le client joue un rôle direct dans ces attaques, car il donne la priorité à l'argent plutôt qu'à une consultation sérieuse et évite de divulguer les risques éventuels. Dans les contextes répressifs, les clients peuvent même profiter de l'occasion pour faire taire les dissidents par l'intermédiaire d'organismes publics. Faites preuve de prudence si vous venez d'un contexte à haut risque afin d'éviter les représailles. Si vous pensez qu'il est risqué de vous adresser à un bureau national, vous pouvez également envisager de vous adresser à l'équipe chargée des sauvegardes au sein de la Banque, dont le travail consiste à gérer les risques, ou de vous adresser aux mécanismes indépendants de redevabilité de la Banque. Vous pouvez également envisager de contacter les ambassades des pays impliqués dans la réalisation du projet ou de trouver un interlocuteur approprié qui puisse avoir une conversation informelle et 'théorique' avec différents membres du personnel de la Banque pour tâter le terrain en matière de représailles. Idéalement, les BPD effectueraient une analyse indépendante des risques de représailles, adopteraient une approche de tolérance zéro à l'égard des représailles et élaboreraient des protocoles et des lignes directrices en étroite consultation avec la société civile tout au long du cycle du projet. En 2023, la BAfD a développé une boîte à outils anti-rétorsion basée sur des consultations avec diverses organisations de la société civile. Cette boîte à outils est conçue pour fournir une orientation opérationnelle aux fonctionnaires du MIR dans l'enregistrement et le suivi des plaintes de représailles, ainsi que dans l'évaluation, la prévention et la réponse aux représailles dans le cadre du processus de gestion des plaintes. Cette boîte à outils peut servir de guide à d'autres BPD qui souhaitent élaborer des lignes directrices sur les représailles.

Pour répondre aux questions de redevabilité, les BPD disposent souvent de mécanismes de réclamation ou de recours pour traiter les plaintes lorsque les politiques de sauvegarde ne sont pas respectées. Ces mécanismes sont conçus pour prévenir les préjudices, garantir un recours et améliorer les politiques et les pratiques d'une institution. Ce sont des mécanismes particulièrement utiles pour attirer l'attention sur les pratiques d'un gouvernement ou d'une entreprise. Les mécanismes de réclamation au niveau des projets peuvent être difficiles à mettre en place parce qu'ils sont gérés par les clients. Il en résulte un conflit d'intérêts et les clients peuvent eux-mêmes être directement impliqués dans les représailles, comme le montre l'encadré ci-dessus.³⁵ Dans certains cas, les mécanismes de réclamation au niveau de la Banque sont subordonnés à l'utilisation exhaustive d'un mécanisme de réclamation au niveau du projet.

De nombreuses BPD reconnaissent aujourd'hui que les mécanismes de réclamation devraient être plus accessibles aux communautés affectées par les projets. Cela a conduit à la mise en place de certains mécanismes de réclamation situés au niveau de la Banque, connus sous le nom de Mécanisme indépendant de responsabilisation (MIR). Cependant, les critères d'éligibilité pour ceux qui cherchent à engager une BPD varient, comme le montre l'étude de cas ci-dessous. L'indépendance de ces mécanismes varie également d'une BPD à l'autre. Le Accountability Counsel (Conseil de Redevabilité) dispose d'une base de données, la Console de Redevabilité (Accountability Console), qui contient des données sur toutes les plaintes déposées auprès des mécanismes de redevabilité au cours des 30 dernières années.



©Accountability Counsel - Accountability Console

Étude de cas

L'accord de prêt de la DAB pour le périphérique de la ville d'Imphal en Inde

Contexte

Le projet de périphérique de la ville d'Imphal, dans l'État indien du Manipur, a fait l'objet de nombreuses controverses depuis son lancement en 2014. La route visait à améliorer la connectivité routière et le commerce. Des consultants internationaux ont mené l'étude de faisabilité, avec le soutien de la BAD. Les communautés autochtones affectées se sont opposées à l'étude en raison d'un manque de consultation, d'une évaluation d'impact limitée et d'une évaluation injuste de leurs biens. Elles ont déposé des plaintes auprès de l'Instance de Contrôle de la Conformité de la BAD le 15 décembre 2014. Le projet a été retardé de plusieurs années, jusqu'en 2020.

Le gouvernement du district et le Département des Travaux Publics ont alors commencé à émettre des avis pour la délimitation des routes, l'achat de terres et les ordres d'expulsion. Jiten Yumnam, du Centre de Plaidoyer et de Recherche de Manipur, affirme que ce projet affecterait plus de 1 000 acres de terres agricoles, toucherait plus de 500 familles et détruirait des collines et des forêts sacrées. Le plan d'expulsion proposé affecterait plus de 20 ménages de la tribu Kabui et déconnecterait les ménages situés au-dessus de la route. Le gouvernement prétend que ces villageois empiètent sur les zones forestières de réserve de Langol, alors que les villageois soutiennent qu'ils se sont installés dans le village il y a près de 500 ans. En outre, le plan impliquerait la destruction de tombes et de sépultures, d'un temple et de sources d'eau. La construction de la route augmenterait également la pollution de l'air. Le plan violait plusieurs lois locales, ainsi que le droit international en matière de droits humains.

Stratégie d'engagement

Les villageois ont organisé des manifestations et déposé une requête auprès de la Haute Cour de Manipur, qui a suspendu l'ordre d'expulsion (approche extérieure). La plainte a de nouveau été déposée auprès du mécanisme de redevabilité en septembre 2023 et a été jugée irrecevable le 3 janvier 2024. Les critères stipulent qu'il doit y avoir eu un engagement préalable de bonne foi avec les autorités locales, qui n'avaient pas répondu auparavant. Cependant, le Centre de Plaidoyer et de Recherche de Manipur s'est rendu à l'assemblée annuelle de la BAD en 2024, tout en engageant l'équipe nationale de la BAD et les médias (approche interne).

Résultats

Le Département des Travaux Publics a depuis accepté de tenir dix audiences publiques, ce qui est sans précédent. L'étude de cas illustre l'un des défis que pose l'engagement de la Gestion des Accès et des Identités (IAM) des BDP si la responsabilité de résoudre les plaintes incombe au client, qui n'est pas réceptive. Elle montre néanmoins qu'il est possible d'utiliser une approche « extérieure » du plaidoyer pour faire pression sur le client, tout en utilisant une approche 'intérieure' pour influencer la BPD. Pour plus d'informations, voir ici.



La force d'un Mécanisme de Gestion des Accès et des Identités (IAM) dépend de l'importance du soutien apporté par le Conseil d'Administration et de la solidité de son mandat. Elle dépend également de l'importance accordée par la direction à la prise en compte et à la mise en œuvre des résultats. Il est rare que les politiques donnent des indications sur le rôle de la direction dans une procédure de plainte.³⁶

IAMs

Les IAM ont trois fonctions principales:

01

Le contrôle de conformité - La vérification de la conformité consiste en une mission d'enquête impartiale qui examine les allégations de préjudice en termes de conformité avec la politique et les normes de la Banque

02

La résolution des litiges - La résolution des litiges implique une médiation entre le plaignant et le client.

03

Le conseil - La fonction de conseil permet de tirer des enseignements thématiques et systématiques afin que la Banque puisse améliorer ses performances sociales et environnementales.

L'étude de cas ci-dessous montre comment les OSC ont réussi à obtenir de la direction de la BPD qu'elle améliore les lignes directrices pour leurs IAM.

Étude de cas

Les OSC informant les directives du Mécanisme Indépendant de Consultation et d'Investigation (MICI)

Contexte

Le Accountability Counsel (Conseil de Redevabilité) a été très actif dans l'engagement auprès de la MICI entre 2009 et 2014, en soumettant plusieurs propositions.³⁷ En 2018, le Accountability Counsel et ses partenaires ont soumis des commentaires sur le projet de lignes directrices de la phase de consultation élaboré par le MICI pour normaliser son approche de la phase de consultation conformément aux exigences de sa politique, et garantir une gestion éthique, transparente et efficace des dossiers.³⁸

Stratégie d'engagement

Une approche interne a été utilisée pour engager la Banque, tandis que les informations ont également été publiées sur le site web du Accountability Counsel.

Résultats

Les lignes directrices approuvées en 2018 intègrent une grande partie des contributions du Accountability Counsel. Cela inclut, sans s'y limiter, des changements reflétant le fait que pendant un processus de phase de consultation, les parties devraient recevoir un traitement impartial et équitable, par opposition à un traitement égal. À la suite de ce plaidoyer continu, la MICI a adopté des recommandations pour sa gestion opérationnelle qui adoptent une approche plus solidement fondée sur les droits humains.

Ces mécanismes présentent certaines limites. Un examen de conformité peut être utile pour donner aux communautés plus d'informations sur un projet. À la suite d'un examen de conformité, la direction est censée élaborer un plan d'action, mais elle n'est pas obligée de mettre en œuvre les recommandations. De même, le client ne peut être contraint de participer à la résolution des conflits. Il s'agit malheureusement de quelques-unes des principales limites des IAM. Il convient de noter que, même si les IAM garantissent la confidentialité aux personnes qui déposent une plainte, il est toujours possible, dans la pratique, d'identifier les personnes qui ont déposé une plainte.

Pour en savoir plus: Plusieurs ONG ont élaboré un document sur les bonnes politiques, qui évalue les dispositions politiques actuelles des mécanismes indépendants de redevabilité, en identifiant les bonnes pratiques et les domaines à améliorer (2024). Pour un exemple de soumission de la société civile à la BID sur la manière d'améliorer le fonctionnement de son mécanisme de règlement des plaintes, le MICI, [cliquez ici](#).

Le saviez-vous?

Il peut être difficile de poursuivre les BPD en justice pour leurs projets en raison de leur juridiction multinationale, qui les met à l'abri des tribunaux nationaux. En 2022, la Cour suprême des États-Unis a rejeté l'appel d'une communauté de pêcheurs indiens qui souhaitait tenir la Banque Mondiale pour responsable d'un projet en Inde. Les villageois affirmaient que la centrale électrique au charbon pollue leur eau, tuait les poissons et provoquait des problèmes respiratoires. Bien que la Cour suprême ait rejeté l'appel, elle a rendu un arrêt en 2019 selon lequel les sociétés internationales n'étaient pas à l'abri des litiges. L'arrêt final a estimé que la SFI était protégée par la loi sur les immunités souveraines étrangères (Foreign Sovereign Immunities Act). Toutefois, l'affaire a mis en lumière ces pratiques et la SFI a mené certaines réformes, notamment en matière de sauvegardes environnementales et sociales. Pour plus d'informations, [voir ici](#).

Pour déposer un dossier de réclamation auprès d'un mécanisme de redevabilité au niveau de la Banque, la société civile doit inclure ses coordonnées, une lettre signée, une brève description du projet, un aperçu du changement attendu à la suite de la procédure de réclamation et une description de la manière dont le plaignant s'est engagé de bonne foi auprès de la Banque. Il peut y avoir d'autres exigences en fonction des procédures de réclamation de la BPD et la société civile doit vérifier ces exigences sur leurs sites web.

Conseil

Il peut être utile d'identifier les OSC internationales qui aident les organisations à déposer des plaintes auprès des mécanismes de réclamation de la BPD et à remplir les critères d'éligibilité. Il est également utile de s'aligner sur d'autres groupes et de déposer une plainte commune. Des organisations telles que le Accountability Counsel peuvent vous aider à déposer des plaintes.

Malgré le défi que représente la redevabilité des BPD, certaines entreprises peuvent être poursuivies devant les tribunaux nationaux pour leur engagement dans des projets spécifiques de la BPD. Cette stratégie n'est pas toujours couronnée de succès, comme on peut le voir ci-dessous.



©[International Accountability Project \(IAP\)](#) - L'équipe de l'IRM discute avec les chefs et les membres du clan Paten, dans le cadre du projet d'irrigation de Wadelai.

Etude de cas

Plainte auprès du MIR de la BAfD concernant le projet d'irrigation de Wadelai

Contexte

Dans le district de Pakwach en Ouganda, le projet d'irrigation de Wadelai a été approuvé par la Banque Africaine de Développement. Ce projet visait à améliorer les revenus des ménages, la sécurité alimentaire et la résilience climatique. La communauté de Paten a soulevé des objections auprès du ministère compétent, ainsi que des responsables de la mise en œuvre du projet, le gouvernement local du district de Pakwach et la société Coil. L'un des principaux points de désaccord était qu'un chef de communauté avait illégitimement prétendu avoir une procuration pour offrir des terres communautaires à la BAfD, tandis qu'un autre problème était que la communauté avait accepté de donner 365 acres de terres au projet, mais que l'équipe du projet avait cartographié 365 hectares de terres (ce qui équivaut à 902 acres, soit près de 2,5 fois ce qui avait été convenu). Dans un premier temps, le clan Paten a fait appel à l'organisation non gouvernementale Initiative de Buliisa pour le Développement Rural (Buliisa Initiative for Rural Development Organization - BIRUDO). Des réunions consultatives ont été organisées avec le gouvernement local, mais elles n'ont pas abouti à une solution acceptable et le gouvernement a révoqué le protocole d'accord signé avec BIRUDO. Les chefs de clan ont été arrêtés et les fonctionnaires de la communauté ont été empêchés de reprendre leur travail. Lorsque la communauté s'est opposée à l'entrée forcée de l'entreprise de construction du projet dans la zone, 16 personnes ont été abattues.

Stratégie d'engagement

La communauté de Paten a été soutenue par des OSC nationales et internationales, le Projet de Redevabilité Internationale (IAP) et le Consortium Ougandais sur la Redevabilité des Entreprises (UCCA). L'UCCA a publié un communiqué de presse et les deux organisations ont contacté le département du Trésor américain et se sont engagées avec la Coalition pour les Droits Humains à rédiger une lettre ouverte à envoyer à la BAfD et au Fonds Nordique de Développement. Une réunion a été organisée avec le bureau national, mais celui-ci a nié que des représailles communautaires aient eu lieu et a déposé une plainte auprès du Mécanisme Indépendant de Recours de la Banque.

Résultats

En octobre 2021, le MIR a reçu une plainte concernant le programme. Il a déterminé que le cas était éligible et a décidé de procéder à un examen de conformité. Toutefois, comme cet examen n'avait pas porté sur les questions de réinstallation ou d'indemnisation, la communauté a également intenté une action en justice contre le gouvernement local. La médiation du MIR n'a pas été possible en raison de l'action en justice. La direction de la Banque a décidé de suspendre le projet, ce qui a incité le Ministère de l'Eau et de l'Environnement à organiser des pourparlers de médiation.



©International Accountability Project (IAP) - A walk through the project area by the team from the Independent Recourse Mechanism and community members.

Malheureusement, les personnes impliquées dans la médiation n'étaient pas membres du Conseil des Anciens, ni celles qui avaient déposé la plainte auprès du MIR. Les personnes impliquées dans la médiation ont été invitées à retirer leur plainte. Cette situation a créé une crise de légitimité entre les deux procédures. L'examen de conformité, publié en juillet 2023, a révélé que la Banque n'avait pas obtenu le consentement des communautés pour l'utilisation de leurs terres, qu'elle n'avait pas surveillé correctement le projet et qu'elle n'avait pas pris les mesures adéquates conformément à ses garanties (en particulier en ce qui concerne les représailles). Elle a également constaté que les efforts de médiation du gouvernement n'étaient pas crédibles. La direction de la BAfD élabore actuellement un plan d'action qui visera à répondre aux recommandations formulées dans le rapport du MIR, en veillant à ce que les responsabilités soient assumées et que des mesures correctives soient prises. À ce jour, l'action en justice n'a pas été finalisée³⁹ et l'on ignore si le client suivra les recommandations du plan d'action. La société civile continue de soulever ces questions de l'intérieur, ainsi que dans les médias.

L'étude de cas suggère donc que l'efficacité de la Gestion des Identités et des Accès (IAM) dépend de la réponse de la direction et peut être limitée par sa capacité à contraindre à l'action ou à fournir une réparation.⁴⁰ Néanmoins, elle montre que l'IAM peut être un outil utile pour faire entendre la voix des communautés et pour sensibiliser la BPD au fait que les clients violent certaines politiques, telles que les sauvegardes environnementales et sociales. L'étude de cas montre comment une approche à la fois interne et externe peut être utilisée pour soulever des préoccupations.

Étude de cas

Projet multinational de gestion intégrée des pêcheries et des ressources en eau des lacs Edward et Albert, financé par la BAfD

Contexte

Le 'projet de gestion intégrée des ressources en eau et des pêcheries des lacs Edward et Albert (LEAF)' a été approuvé en 2015 et clôturé en 2021. L'objectif du projet était de réduire la pauvreté, d'améliorer l'accès des communautés locales de pêcheries à des moyens de subsistance durables et de garantir une gestion durable des ressources naturelles. Cependant, une opération de répression menée par les Forces de Défense du Peuple Ougandais (UPDF) a entraîné la destruction d'équipements de pêche, de bateaux et de maisons sous le prétexte de réprimer la pêche illégale. Plusieurs pêcheurs ont été abattus alors qu'ils tentaient d'échapper aux attaques, et des cas de violence sexiste et sexuelle ont également été signalés.

Stratégie d'engagement

En octobre 2021, une OSC ougandaise, le Twerwaneho Listeners Club, a déposé une plainte auprès du MIR au nom de la communauté, après de nombreuses tentatives pour engager la direction de la BAfD, qui a été jugée éligible.

Résultats

Le MIR a ensuite publié un rapport de conformité en juillet 2023, notant que le projet n'avait pas fait l'objet d'une consultation significative et transparente avec les communautés affectées, y compris les femmes, et que la Banque ne s'était pas assurée d'un large soutien de la part de la communauté. Elle n'a pas non plus respecté les cadres environnementaux et sociaux ni divulgué les documents relatifs au projet. En outre, le rapport de conformité a constaté que le projet avait entraîné la perte de revenus et de moyens de subsistance et que le système de gestion des plaintes ne fonctionnait pas. Il n'a pas non plus pris en compte les aspects sexospécifiques du projet. En ce qui concerne le recours à la force et aux représailles, le rapport a conclu à un usage excessif de la force sans diligence raisonnable. Les plaintes ont été signalées par le Parlement ougandais, mais le rapport constate que l'UPDF est 'considérée comme étant au-dessus de la loi'. Il convient de noter que le rapport encourage vivement la mise en place d'un mécanisme indépendant chargé d'enquêter sur ces allégations ou de soumettre la question à un mécanisme approprié ayant l'autorité de mener une enquête, comme la Commission Nationale Ougandaise des Droits Humains (UHRC). La réponse de la direction de la BAfD a insisté sur le fait que 'la responsabilité de l'indemnisation des personnes affectées par le projet incombe exclusivement à l'emprunteur, mais il veillera à ce que, si nécessaire, les ressources des projets agricoles existants financés par la Banque soient fournies pour couvrir les dépenses d'indemnisation'. La Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies a été saisie de l'affaire, mais cela soulève des questions de partialité et d'inaction. On ne sait pas non plus si ces communautés recevront un jour une compensation pour l'injustice et la perte de revenus. Cependant, la société civile pourrait continuer à soulever des questions auprès d'autres bailleurs de fonds qui ont également financé le projet. L'étude de cas illustre donc la manière dont les BPD peuvent rejeter la responsabilité des mesures correctives sur le client, laissant potentiellement les victimes sans recours ou sans enquête indépendante. Cette situation est encore plus difficile dans les contextes autoritaires

Dans les projets financés par la Banque, les communautés sont souvent laissées sans compensation adéquate et dans une situation pire qu'avant. Il est également arrivé que des projets se terminent (soit en raison d'une sortie de routine, soit parce qu'une évaluation des impacts environnementaux et sociaux a conduit à une clôture anticipée du projet) sans que l'impact sur les communautés affectées par le projet n'ait été suffisamment pris en compte. La Banque Mondiale prend actuellement en considération les critiques et tente de trouver une approche standardisée pour y remédier. Un cadre solide est important pour soutenir la prise de risque et s'assurer que les erreurs sont corrigées et ne se répètent pas. Comme indiqué plus haut, les principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme stipulent que ceux qui contribuent aux préjudices doivent contribuer à la réparation. En 2023, le Groupe de la Banque Mondiale, en particulier la Société Financière internationale (SFI) et l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (MIGA), a organisé des consultations sur le droit à l'action corrective.

Si la SFI et la MIGA ne peuvent pas garantir la réparation des préjudices liés à un projet, elles ne devraient pas financer des projets de développement.⁴²

Au cours des consultations, les OSC ont formulé une série de recommandations qui peuvent servir de guides pour défendre les approches correctives auprès des banques,⁴³ dont voici un extrait.



Politiques de remédiation

Que faut-il inclure dans les politiques correctives ?

- Les cadres doivent être alignés sur les droits humains internationaux.
- Il devrait y avoir un cadre de redevabilité explicite.
- Des détails sur les types spécifiques de réparation, qui peuvent inclure la compensation, les excuses, la réhabilitation, la commémoration, et d'autres.
- Des processus systématiques de financement lorsque les actions de la Banque contribuent à un préjudice, ou lorsque le client ne peut pas apporter de contribution financière.
- L'accès à des mesures correctives après l'achèvement d'un projet.
- L'obligation de prendre des mesures correctives pour les projets réalisés dans le passé.
- Obligations pour les clients de prendre des mesures correctives.
- Conseils aux clients pour structurer les mécanismes de règlement des plaintes au niveau du projet.



Plus d'informations: Le Bureau des Droits de l'Homme des Nations Unies a également publié un rapport sur la manière dont les BPD peuvent améliorer leurs réponses en matière de recours.

Les études de cas de la BAfD montrent les limites de l'engagement des BPD par le biais de leurs Gestions des Identités et des Accès (IAM), qui dépendent souvent des réponses des pays. Toutefois, les OSC ont réussi à garantir un recours aux victimes auprès de la BID, de l'IAM, et du MICI, comme l'illustrent les deux études de cas suivantes.

Etude de cas

Barrages hydroélectriques au Guatemala et leur impact sur la communauté Yichk'isis

Contexte

Dans la municipalité de San Mateo Ixtatán, au nord-ouest du Guatemala, IDB Invest a fourni 13 millions de dollars américains à une entreprise appelée Energía y Renovación SA pour développer deux barrages hydroélectriques. La population locale, composée essentiellement de communautés autochtones, a commencé à protester pacifiquement contre le projet. La région avait été fortement militarisée et les opposants au projet avaient fait l'objet de diverses représailles : diffamation, harcèlement, criminalisation, détentions arbitraires, fusillades, tortures et meurtres.

Stratégie d'engagement

Les communautés ont déposé une plainte auprès du MICI de la BID en août 2018, soutenues par l'Association Interaméricaine pour la Défense de l'Environnement (AIDA), la Plateforme Internationale contre l'Impunité et le gouvernement plurinational ancestral des nations autochtones Akateko, Chuj, Q'anjob'al et Popti'. Trois ans plus tard, le MICI a établi que la Banque avait violé de nombreuses politiques. Parmi les raisons invoquées, citons la caractérisation inadéquate de la population, qui niait l'existence de peuples autochtones ; l'absence d'identification des impacts différenciée sur les femmes ; l'absence d'identification et de gestion adéquates des impacts environnementaux par le client ; l'absence d'information et de consultation adéquates des communautés ; et l'absence de suivi adéquat des risques de conflits locaux pouvant résulter de la mise en œuvre des projets.

Résultats

Le rapport, publié en septembre 2021, fit 29 recommandations concernant le projet, y compris des recommandations pour l'avenir. Pour plus de détails sur les délais, voir [ici](#). La BID a créé un précédent historique en décidant de se retirer du projet, tout en concevant un plan de sortie responsable



©Marche des femmes en solidarité avec le camp de résistance contre les centrales hydroélectriques. Santa Cruz Barillas, Huehuetenango, Guatemala. Mouvement contre l'installation de projets hydroélectriques dans les territoires indigènes. Photo : Luis Miranda Brugos.

Le plan d'action proposé établit qu'IDB Invest créera un plan de transition traduit dans les langues maternelles des communautés affectées, ainsi qu'une évaluation d'impact différenciée selon le genre, et un investissement pour promouvoir l'inclusion financière et l'autonomisation des femmes dans la région. Il contient également des actions visant à renforcer l'unité de sauvegarde environnementale et sociale de IDB Invest dans le domaine des peuples autochtones, ainsi qu'à établir une politique de tolérance zéro pour la violence basée sur le genre. Depuis lors, les efforts de la Banque pour impliquer les communautés ont été retardés par des élections et des conflits potentiels. La construction a été abandonnée et crée des risques pour les communautés, en particulier pendant la saison des pluies. La société civile continue de plaider en faveur de la mise en œuvre des recommandations. L'étude de cas illustre comment une plainte relative à un projet peut conduire à un changement de politique. Cependant, des solutions concrètes pour la communauté n'ont pas encore été mises en œuvre et montrent les limites des Mécanismes de Gestion Intégrée (IAM).

Étude de cas

Rétablissement des moyens de subsistance en Haïti

Contexte

En Haïti, le Kolektif Peyizan Viktim Tè Chabè, composé de près de 4 000 agriculteurs et familles haïtiens, a signé un accord historique avec la BID et le gouvernement. Les familles avaient été expulsées de leurs 250 hectares de terres extrêmement fertiles pour faire place au parc industriel de Caracol, les laissant dans une situation de sécurité financière et alimentaire extrême.

Stratégie d'engagement

Le Kolektif a déposé une plainte auprès du MICI, avec le soutien d'ActionAid Haïti, du Accountability Counsel et d'autres organisations partenaires, ce qui a conduit à un dialogue entre les représentants du Kolektif, de la BID et du gouvernement haïtien.

Résultats

Un accord a été signé sept ans après l'expulsion en 2011. La plainte a été enregistrée en janvier 2017 et le rapport d'évaluation de la phase de consultation, qui détermine que les parties acceptent de chercher une solution en utilisant des méthodes de consultation, a été publié en juin 2017. Le rapport de la phase de consultation a été publié en 2019. L'accord donne au Kolektif la possibilité d'acquérir des terres (limitées aux 100 familles qui en ont le plus besoin), des équipements agricoles modernes et une formation, un soutien aux micro-entreprises axées sur les femmes et les membres les plus vulnérables de la communauté, ou des bourses de formation professionnelle. Les bénéficiaires ont également reçu des kits scolaires et des possibilités d'emploi. Pour plus de détails sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des accords, voir ici . L'étude de cas montre que le dépôt d'une plainte auprès du MICI peut déboucher sur des mesures correctives pour le client. Il reste à voir si ces accords seront pleinement mis en œuvre ou non, ce qui mettra à l'épreuve le pouvoir de l'accord et l'engagement des parties. Les partenaires continuent de soutenir le Kolektif pour garantir le respect de ces accords.

Engager les BPD en tant que contractants directs

Comme indiqué au début de cette boîte à outils, les OSC peuvent jouer différents rôles lorsqu'elles s'engagent auprès des BPD. Il y a des avantages et des inconvénients à travailler en tant que contractant pour une BPD, comme le montre le tableau ci-dessous :

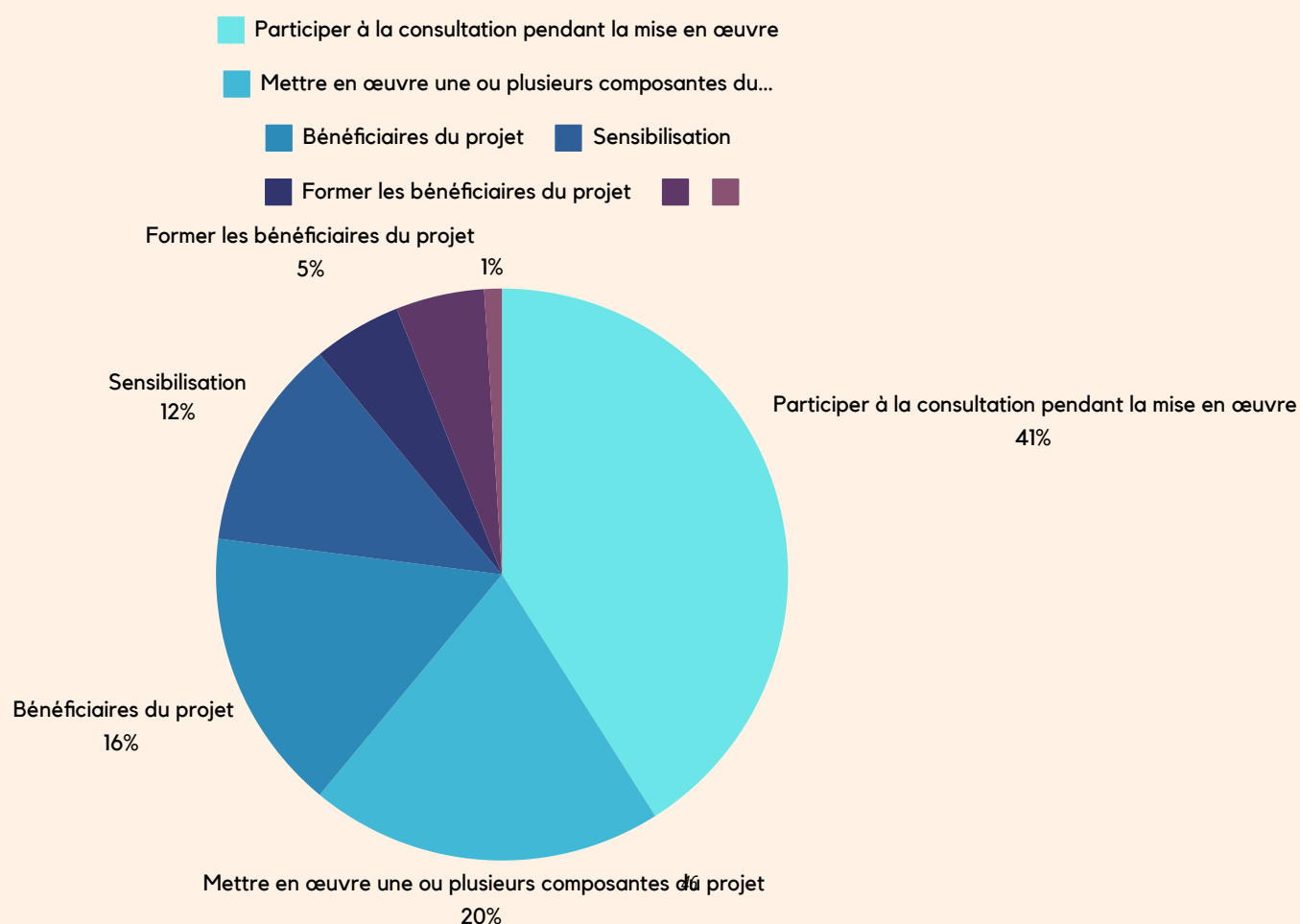
Tableau 2 : Avantages et inconvénients du travail en tant que contractant pour une BPD

Avantages	Inconvénients
Plus grande influence directe sur les projets pour rendre les initiatives de développement plus inclusives.	Moins de possibilités de critiquer les projets ou de déposer des plaintes.
Possibilité de promouvoir un plus grand engagement de la communauté dans les projets, conduisant à un plus grand sentiment d'appropriation.	Compromis d'indépendance, risque de partialité.
Obtention d'un financement indispensable pour le travail de développement.	Être considéré comme un 'vendu' par la communauté.
Possibilité d'influencer la politique de l'intérieur	Moins de capacité à promouvoir ses propres objectifs politiques en dehors du projet.

Certaines BPD, comme la BAD, ont des politiques plus développées pour traiter les OSC en tant que contractants. Dans ce cas, les OSC sont traitées de la même manière que les entreprises, et il n'existe pas de fonds spécifique pour les ONG. La BAD a élaboré un document d'information que les ONG peuvent utiliser pour identifier les opportunités commerciales qui s'offrent à elles. Ce document indique que les ONG peuvent s'adresser à la BAD de quatre manières principales : par l'intermédiaire de l'Ancre ONG, au cours de la préparation de la Stratégie de Partenariat National, lors des foires d'opportunités commerciales de la BAD et lorsque les politiques et les stratégies de la BAD sont en cours de révision. Néanmoins, d'autres OSC, comme l'ONG FORUM, ne reçoivent pas de financement de la part de la BAD et préfèrent faire entendre leur voix critique.

Bien que la BAD ne prenne pas principalement en compte le rôle des voix critiques pour influencer ses engagements, elle envisage différents rôles pour les OSC dans le cadre de son travail. Comme le montre le graphique ci-dessous sur l'engagement des OSC dans les projets de la BAD, les OSC peuvent également être des bénéficiaires directs des projets, elles peuvent sensibiliser aux projets de la BPD, s'engager dans le plaidoyer, former les bénéficiaires des projets ou développer les capacités des OSC.

Graphique 1 : Rôles prévus et implication des OSC dans 214 projets souverains du département Asie du Sud de la BAD, 2015-2021⁴⁵



Cependant, dans certains cas, les OSC ont fait valoir qu'elles devraient être impliquées beaucoup plus tôt dans la planification et la conception du projet. L'implication des OSC peut également être essentielle pour améliorer la conception du projet, par exemple en assurant une meilleure protection de l'environnement ou l'inclusion du genre. Par exemple, au Sri Lanka, les OSC ont participé aux discussions concernant le projet de production d'énergie éolienne de l'île de Mannar. Elles s'inquiétaient du fait que l'évaluation des risques de collision avec les oiseaux (collisions potentielles avec les éoliennes) n'avait pas été réalisée à la bonne période de l'année. À la suite de ces consultations, le nombre de turbines a été réduit et un système radar de pointe a été installé pour suivre les mouvements des oiseaux.⁴⁷

Comme mentionné au début de cette boîte à outils, l'utilisation d'OSC en tant que contractants peut être bénéfique pour une BPD en rendant la programmation plus inclusive, en optimisant les résultats et les dépenses du projet, et en fournissant des services dans des zones difficiles d'accès. Les OSC peuvent jouer un rôle dans la coordination et le développement des capacités. Elles peuvent proposer des stratégies innovantes pour la mise en œuvre, en travaillant avec les communautés pour changer les comportements et les pratiques et fournir des services sociaux. Les OSC peuvent également jouer un rôle essentiel en soutenant l'analyse des garanties et des questions particulières telles que l'égalité des sexes ou l'inclusion.

Étude de cas

Refléter les priorités locales dans le projet de développement communautaire du Nord-Est au Sri Lanka

Contexte

Dans le cadre d'un projet de la BAD au Sri Lanka, 40 ONG ont été contactées pour aider à mobiliser les citoyens et à identifier leurs besoins⁴⁸

Stratégie d'engagement

Les OSC ont été utilisées comme contractants.

Résultats

Les ONG ont revigoré les Sociétés de Développement Rural (SDR) et créé des SDR de femmes dans des situations où les SDR étaient exclusivement masculines. Les communautés ont identifié 596 petits projets d'infrastructure à construire ou à réhabiliter, qui ont été gérés et entretenus par les communautés bénéficiaires. Le recours aux ONG a permis d'atteindre le grand nombre de villages identifiés, tout en fournissant une formation et des conseils aux communautés locales pour qu'elles renforcent leurs propres capacités. L'étude de cas montre les avantages qu'il y a à engager des OSC en tant que contractants.

La société civile et les communautés peuvent également être utilisées comme bénéficiaires directs des projets. Au Bangladesh, dans le cadre d'un projet de la BAD, les organisations communautaires (OC) ont été utilisées comme bénéficiaires d'un projet dans le domaine de l'eau. Le personnel du projet a aidé les groupes de gestion de l'eau (GGE) à élaborer des plans de gestion de l'eau, dans le cadre desquels les GGE ont assumé la responsabilité de leur fonctionnement et de leur entretien. Cela a permis de garantir un degré élevé d'appropriation, tout en évitant les conflits, étant donné que les groupes de gestion de l'eau étaient issus de la communauté.⁴⁹ De plus en plus, d'autres BPD que la BAD font également appel à des OSC en tant que contractants et bénéficiaires. Par exemple, au Soudan, la BAD a accordé à Zenab for Women in Development Africa Climate Change (Les femmes dans le développement Afrique Changement climatique) un financement pour établir un modèle de diversification des revenus des cultures et des graines en renforçant la résilience de 200 petites exploitantes agricoles et de 100 jeunes âgés de 15 à 34 ans (50 hommes et 50 femmes) grâce à l'énergie propre (solaire), à une plus grande productivité agricole et à une plus grande diversification économique. Ce projet devrait bénéficier à 1 400 membres de familles d'agriculteurs et démontrer une bonne pratique qui peut être utilisée pour améliorer la résilience climatique d'autres petits exploitants agricoles à travers le Soudan à long terme.⁵⁰

Un dernier domaine dans lequel les OSC peuvent s'engager avec les BPD est le suivi des activités du projet, bien qu'il soit intéressant de noter que le dernier rapport de la BAD sur l'engagement avec les organisations de la société civile indique que les OSC sont rarement utilisées pour le suivi des activités du projet, à moins qu'elles ne soient directement contractées. Toutefois, il existe de nombreux cas où les OSC sont impliquées dans la mise en œuvre des Plans d'Action en matière d'Égalité des Sexes (GAP).

L'importance de documenter les bonnes pratiques

Souvent, les fonctionnaires des BPD ne sont pas conscients de toute la valeur potentielle qu'une ONG peut leur apporter. Documenter les bonnes pratiques, soit à partir de votre propre expérience, soit en démontrant les bonnes pratiques d'ailleurs, peut être un aspect important de votre engagement auprès d'une BPD. En 2006, une étude de la BAD sur l'implication de la société civile a recommandé de documenter les bonnes pratiques et de réserver des ressources pour l'implication de la société civile dans la conception des projets. Des publications ultérieures du bureau de la BAD ont examiné l'engagement de la société civile dans des domaines tels que la planification, la mise en œuvre et l'évaluation des projets. Le Centre des ONG et de la Société Civile (NGOC) de la BAD examine désormais chaque année les rapports de tous les projets achevés afin de déterminer si l'engagement significatif prévu au stade de la conception du projet s'est matérialisé par une participation des OSC au cours de la mise en œuvre. Voir le rapport 2022 ici. La BAD publie également un bulletin d'information sur la société civile, soulignant les rôles importants que la société civile peut jouer. Si la banque avec laquelle vous souhaitez vous engager ne le fait pas, vous pouvez envisager de documenter vos propres études de cas d'engagement positif.

04

Aller de l'avant



©Assemblée générale de Forus - Groupe de travail sur le financement du développement durable

L'objectif de cette boîte à outils est de fournir aux OSC et aux communautés affectées par les projets des points d'entrée pour engager les BPD. Le contenu de cette boîte à outils n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan de la richesse des connaissances existantes. Les OSC sont encouragées à lire les ressources fournies dans ce document et à faire des recherches sur chacun des domaines individuels contenus dans la boîte à outils. Toutefois, comme l'a souligné cette boîte à outils, les coalitions constituent une force essentielle pour obliger les BPD à rendre des comptes. Comme il l'a expliqué, de nombreuses BPD rejettent la responsabilité sur les pays clients et emprunteurs ou se cachent derrière les intermédiaires financiers. Il est essentiel que la société civile travaille ensemble pour faire respecter les principes internationaux des droits humains et utilise les bonnes pratiques pour montrer aux banques comment elles peuvent s'améliorer. Rassembler des preuves de l'impact négatif des projets peut être un moyen puissant de forcer les banques à reconnaître qu'il vaut mieux prévenir que guérir et que la diligence raisonnable est non seulement essentielle d'un point de vue éthique, mais aussi plus rentable à long terme. Le développement est important, mais seulement s'il est réalisé de manière inclusive et durable. Ces entreprises ne peuvent pas être plus puissantes que les régimes gouvernementaux et doivent rendre des comptes.

Forus appelle les OSC, du niveau local au niveau mondial, à travailler ensemble pour influencer les BPD aux niveaux national, régional et mondial en continuant à partager les connaissances, l'expérience et les enseignements tirés de la défense des BPD stratégiquement

Les OSC peuvent utiliser le FiCS pour promouvoir des normes minimales communes dans les politiques de la Banque sur l'accès à l'information, les sauvegardes et les mécanismes de redevabilité, ainsi que sur le droit de recours, en exigeant qu'elles soient conformes aux meilleures pratiques internationales et à la législation sur les droits humains. Lors du dernier sommet 'Finance en Commun' qui s'est tenu à Cartagena, en Colombie, en 2023, plus de 100 OSC du monde entier ont formulé des recommandations visant à établir des mécanismes formels pour les OSC avec toutes les BPD afin de renforcer l'espace civique, les droits humains et d'empêcher les représailles. Les recommandations des OSC figurent dans la Déclaration de la société civile 2023 au FiCS. Dans le droit fil de cette réflexion, il est nécessaire que toutes les BPD telles que la BAfD, la BAD et la BID réforment leurs modèles pour passer d'une approche descendante à un modèle où les opérations dirigées par les communautés et basées sur les droits humains sont la norme, et non l'exception.



©Projet de NNNGO visant à soutenir le dialogue entre les OSC et les APB.

S'engager avec les Banques Publiques de Développement

Découvrez l'étude « S'engager avec les Banques Publiques de Développement » avec les études de cas de la Banque africaine de développement, de la Banque asiatique de développement et de la Banque interaméricaine de développement.





Notes de bas de page

1. Finance in Common 'Why Finance in Common?' [https://financeincommon.org/why-finance-in-common#:~:text=Public%20Development%20Banks%20\(PDBs\)%20are,by%20central%20or%20local%20governments](https://financeincommon.org/why-finance-in-common#:~:text=Public%20Development%20Banks%20(PDBs)%20are,by%20central%20or%20local%20governments) (accessed 16 September 2024).
2. As above.
3. E Zuckerman 'A people's history of the World Bank' <https://peopleshistoryimfwb.iboninternational.org/2024/04/15/the-bretton-woods-institutions-colonial-paradigm/> (accessed 16 September 2024).
4. Reality of Aid 'CSO Collective Statement for the 56th ADB Annual Meeting' (2023) <https://realityofaid.org/cso-collective-statement-56th-agm/> (accessed 16 September 2024).
5. Reality of Aid 'CSO Partnership for Development Effectiveness, IBON International. ADB: Mi(shaping) development cooperation and effectiveness in Asia Pacific: A CSO Review of ADB's development effectiveness' <https://realityofaid.org/asian-development-bank-misshaping-development-cooperation-and-effectiveness-in-asia-pacific-a-cso-review-of-adbs-development-effectiveness/> (accessed 16 September 2024).
6. ADB 'Where we work' <https://www.adb.org/where-we-work/documents/country-strategies-programs-under-preparation> (accessed 16 September 2024).
7. ADB 'How does ADB engage civil society organisations in its operations? Findings of an Exploratory Inquiry in South Africa' (2015) <https://www.adb.org/publications/how-does-adb-engage-civil-society-organizations-its-operations> (accessed 16 September 2024).
8. AfDB 'Integrating the community perspective into the performance review of Burkina Faso's country portfolio' (2023) <https://cse.afdb.org/pages/news/integrating-community-perspective-performance-review-burkina-fasos-country-portfolio> (accessed 16 September 2024).
9. Coalition for Human Rights and Development 'African CSOs urge AfDB to strengthen civil society involvement' (2016) <https://rightsindevelopment.org/news/african-csos-urge-afdb-to-strengthen-civil-society-engagement/> (accessed 16 September 2024).
10. Coalition for Human Rights and Development 'Joint Statement: AfDB should open space for civil society and communities' (2023) <https://rightsindevelopment.org/news/joint-statement-afdb-should-open-spaces-for-civil-society-and-communities/> (accessed 16 September 2024).
11. Coalition for Human Rights and Development 'The importance of creating space for meaningful civil society engagement at the 2024 AfDB annual meetings' (2024) <https://rightsindevelopment.org/news/the-importance-of-creating-space-for-meaningful-civil-society-engagement-at-the-2024-afdb-annual-meetings/> (accessed 16 September 2024).

12. Coalition for Human Rights and Development 'Civil society groups expelled from AfDB annual meetings' (2024) <https://rightsindevelopment.org/news/afdbam2024-civil-society-expelled/> (accessed 16 September 2024); Coalition for Human Rights and Development 'You're not allowed here: My first experience at the African Development Bank's Annual meeting' (2024) <https://rightsindevelopment.org/news/blog-afdb-annual-meeting-2024/>
13. Coalition for Human Rights in Development 'Civil Society's key demands to the African Development Bank' (2024) <https://rightsindevelopment.org/news/civil-societys-key-demands-to-the-african-development-bank/> (accessed 16 September 2024).
14. International Rivers 'Civil Society Organizations continue to call for more effective consultation processes from the Inter-American Development Bank' (2023) <https://www.internationalrivers.org/news/civil-society-organizations-continue-to-call-for-more-effective-consultation-processes-from-the-inter-american-development-bank%E2%82%AC%82%80/> (accessed 16 September 2024).
15. Bank Information Centre 'Forming coalitions to advocate for bank reforms' https://bankinformationcenter.cdn.prismic.io/bankinformationcenter/0f63d77e-db0f-4f13-b99f-1cab98412189_Forming+coalitions+to+advocate+for+bank+reforms.docx.pdf (accessed 16 September 2024).
16. Coalition for Human Rights in Development 'Misplaced trust: Why development banks should not rely on their clients to address reprisal risks' (2023) <https://rightsindevelopment.org/misplaced-trust/> (accessed 16 September 2024).
17. UN General Assembly, Universal Declaration of Human Rights, 217 A (III), 10 December 1948 <https://www.un.org/en/about-us/universal-declaration-of-human-rights> (accessed 16 September 2024).
18. Coalition for Human Rights in Development 'Demystifying development finance: How public development banks impact people and the planet' (2023) <https://rightsindevelopment.org/pdbs/> (accessed 16 September 2024).
19. Bank Information Centre 'IDB policy review overlooks the most important barrier to access to information' (2020) <https://bankinformationcenter.org/en-us/update/idb-policy-review-overlooks-the-most-important-barrier/> (accessed 16 September 2024).
20. AfDB 'Report on the Implementation Review of the Disclosure and Access to Information (DAI) Policy 2012-2021' (2022) <https://www.afdb.org/en/documents/report-implementation-review-disclosure-and-access-information-dai-policy-2012-2021> (accessed 16 September 2024).
21. Independent Development Evaluation African Development Bank 'Evaluation of the AfDB's engagement with civil society: An IDEV Corporate Evaluation Summary Report' (2021) https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/evaluation-reports/engagement_with_civil_society_en_web.pdf (accessed 16 September 2024).
22. International Accountability Project 'In practice: Information disclosure at the African Development Bank International Accountability Project: Updated May 2021' (2021) <https://accountabilityproject.org/wp-content/uploads/2021/08/FINAL-In-Practice-Information-Disclosure-at-the-African-Development-Bank-last-updated-5-Feb.pdf> (accessed 16 September 2024); Bank Information Centre 'Tools for activists: An Information and Advocacy Guide to the World Bank Group' (2020) <https://bankinformationcenter.org/en-us/update/toolkit-for-activists/> (accessed 16 September 2024).
23. Bank Information Centre 'Access to information: Is the IFC leaving communities in the dark?' (2021) <https://bankinformationcenter.org/en-us/update/access-to-information-is-the-ifc-leaving-communities> (accessed 16 September 2024).
24. The following points are drawn from past critiques by civil society on Access to Information policies at the African Development Bank, Asian Development Bank and the Inter-American Bank.
25. Coalition for Human Rights in Development (n 18). /
26. Publish what you fund 'Do DFIs engage with local communities – An interview with Rayyan Hassan' (2021) <https://www.publishwhatyoufund.org/2021/02/do-dfis-engage-with-local-communities-an-interview-with-rayyan-hassan/> (accessed 16 September 2024).
27. Coalition for Human Rights in Development (n 16).
28. NGO Forum on ADB 'Collective Civil Society Statement on ESF Draft (to the ADB): Calling for an overhaul and immediate redrafting' (13 May 2024) <https://www.forum-adb.org/post/forumesfsubmission> (accessed 16 September 2024).

12. Coalition for Human Rights and Development 'Civil society groups expelled from AfDB annual meetings' (2024) <https://rightsindevelopment.org/news/afdbam2024-civil-society-expelled/> (accessed 16 September 2024); Coalition for Human Rights and Development 'You're not allowed here: My first experience at the African Development Bank's Annual meeting' (2024) <https://rightsindevelopment.org/news/blog-afdb-annual-meeting-2024/>
13. Coalition for Human Rights in Development 'Civil Society's key demands to the African Development Bank' (2024) <https://rightsindevelopment.org/news/civil-societys-key-demands-to-the-african-development-bank/> (accessed 16 September 2024).
14. International Rivers 'Civil Society Organizations continue to call for more effective consultation processes from the Inter-American Development Bank' (2023) <https://www.internationalrivers.org/news/civil-society-organizations-continue-to-call-for-more-effective-consultation-processes-from-the-inter-american-development-bank%E2%82%AC%82%80/> (accessed 16 September 2024).
15. Bank Information Centre 'Forming coalitions to advocate for bank reforms' https://bankinformationcenter.cdn.prismic.io/bankinformationcenter/0f63d77e-db0f-4f13-b99f-1cab98412189_Forming+coalitions+to+advocate+for+bank+reforms.docx.pdf (accessed 16 September 2024).
16. Coalition for Human Rights in Development 'Misplaced trust: Why development banks should not rely on their clients to address reprisal risks' (2023) <https://rightsindevelopment.org/misplaced-trust/> (accessed 16 September 2024).
17. UN General Assembly, Universal Declaration of Human Rights, 217 A (III), 10 December 1948 <https://www.un.org/en/about-us/universal-declaration-of-human-rights> (accessed 16 September 2024).
18. Coalition for Human Rights in Development 'Demystifying development finance: How public development banks impact people and the planet' (2023) <https://rightsindevelopment.org/pdbs/> (accessed 16 September 2024).
19. Bank Information Centre 'IDB policy review overlooks the most important barrier to access to information' (2020) <https://bankinformationcenter.org/en-us/update/idb-policy-review-overlooks-the-most-important-barrier/> (accessed 16 September 2024).
20. AfDB 'Report on the Implementation Review of the Disclosure and Access to Information (DAI) Policy 2012-2021' (2022) <https://www.afdb.org/en/documents/report-implementation-review-disclosure-and-access-information-dai-policy-2012-2021> (accessed 16 September 2024).
21. Independent Development Evaluation African Development Bank 'Evaluation of the AfDB's engagement with civil society: An IDEV Corporate Evaluation Summary Report' (2021) https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/evaluation-reports/engagement_with_civil_society_en_web.pdf (accessed 16 September 2024).
22. International Accountability Project 'In practice: Information disclosure at the African Development Bank International Accountability Project: Updated May 2021' (2021) <https://accountabilityproject.org/wp-content/uploads/2021/08/FINAL-In-Practice-Information-Disclosure-at-the-African-Development-Bank-last-updated-5-Feb.pdf> (accessed 16 September 2024); Bank Information Centre 'Tools for activists: An Information and Advocacy Guide to the World Bank Group' (2020) <https://bankinformationcenter.org/en-us/update/toolkit-for-activists/> (accessed 16 September 2024).
23. Bank Information Centre 'Access to information: Is the IFC leaving communities in the dark?' (2021) <https://bankinformationcenter.org/en-us/update/access-to-information-is-the-ifc-leaving-communities> (accessed 16 September 2024).
24. The following points are drawn from past critiques by civil society on Access to Information policies at the African Development Bank, Asian Development Bank and the Inter-American Bank.
25. Coalition for Human Rights in Development (n 18). /
26. Publish what you fund 'Do DFIs engage with local communities – An interview with Rayyan Hassan' (2021) <https://www.publishwhatyoufund.org/2021/02/do-dfis-engage-with-local-communities-an-interview-with-rayyan-hassan/> (accessed 16 September 2024).
27. Coalition for Human Rights in Development (n 16).
28. NGO Forum on ADB 'Collective Civil Society Statement on ESF Draft (to the ADB): Calling for an overhaul and immediate redrafting' (13 May 2024) <https://www.forum-adb.org/post/forumesfsubmission> (accessed 16 September 2024).



Liste des ressources

La liste des ressources mentionnées dans cette boîte à outils est compilée ci-dessous pour faciliter le référencement.

Trouver le bailleur de fonds et identifier les projets

- Développement International Inclusif, Online Resource Hub 'Following the money to justice' <https://ews.rightsindevelopment.org>:
- Système d'alerte précoce du Projet International de Redevabilité : <https://ews.rightsindevelopment.org>

Coalitions internationales et régionales

- [Accountability Counsel](#)
- [Bank Information Centre](#)
- Coalition for Human Rights in Development: <https://rightsindevelopment.org>

Voir également leur Echange de Ressources Communautaires: <https://rightsindevelopment.org/collective-work/cre/> and Development's Defenders for Development Campaign: <https://rightsindevelopment.org/collective-work/did/>

- [FORUS](#)
- [Reality of Aid](#) Observatorio

Lignes directrices et documents d'orientation

- Accountability Counsel, Bank Information Centre, Centre for International Environmental Law (CIEL), Centre for Research on Multinational Corporations (SOMO), Community Empowerment and Social Justice Network (CEMSOJ), Gender Action, Green Advocates International (Liberia), Inclusive Development International, International Accountability Project (IAP), Jamaa Resource Initiatives and urgewald e.V. 'Good Policy Paper: Guiding Practice from the Policies of the Independent Accountability Mechanisms' <https://accountabilitycounsel.org/wp-content/uploads/2021/12/good-policy-paper-final.pdf>

- Article19.org. Le droit à l'information dans le monde. <https://www.article19.org/right-to-information-around-the-world/>
- Rapport du réseau CEE Bankwatch et de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) intitulé 'More than money : Les banques de développement doivent renforcer les garanties en matière de droits humains' (2024) <https://bankwatch.org/publication/more-than-money-development-banks-must-strengthen-human-rights-safeguards>
- Coalition pour les droits humains dans le développement 'Misplaced trust : Pourquoi les banques de développement ne devraient pas compter sur leurs clients pour faire face aux risques de représailles' (2023) <https://rightsindevelopment.org/misplaced-trust/>
- Forus International 'Engaging Public Development Banks: Case studies of the African Development Bank, Asian Development Bank and Inter-American Bank' (2024) [link?](#)
- Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) 'Remedy in development finance : Guidance and practice' (2022) <https://www.ohchr.org/sites/default/files/2022-03/Remedy-in-Development.pdf>
- Oxfam Afrique du Sud, Centre for Human Rights (Université de Pretoria), Civil Society Forum New Development Bank 'Discussion Paper 1 : Transparency and Accountability : Enhancing the New Development Bank's practice of information disclosure A Civil Society perspective' (2022) <https://www.oxfam.org.za/wp-content/uploads/2022/06/oxfam-ndb-accountability-discussion-paper-1-web.pdf>
- Oxfam 'How investments in financial intermediaries can be transparent and why they should be' (2018) <https://www.oxfam.org/en/research/open-books-how-investments-financial-intermediaries-can-be-transparent-and-why-they-should>
- Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme des Nations unies (2011) https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/publications/guidingprinciplesbusinesshr_en.pdf

Suivi des plaintes déposées auprès de l'IAM

- Accountability Console (Console de Redevabilité) (données sur toutes les plaintes déposées auprès des mécanismes de responsabilité au cours des 30 dernières années) <https://accountabilityconsole.com/>

Boîtes à outils des BPD

- Centre d'information Bancaire 'Outils pour les militants : An Information and Advocacy Guide to the World Bank Group' (2020) <https://bankinformationcenter.org/en-us/update/toolkit-for-activists/>
- Bank Information Centre 'Central Asia Civil Society Guide on Influencing World Bank Country Strategies' (Guide de la société civile d'Asie centrale pour influencer les stratégies nationales de la Banque mondiale) <https://re-course.org/wp-content/uploads/2021/11/Central-Asia-Civil-Society-Guide-on-Influencing-WB-Country-Strategies-1.pdf>
- Coalition for Human Rights in Development 'Toolkit on Understanding the African Development Bank' (2023) https://rightsindevelopment.org/tools_guides/understanding-the-afdb/
- Gender Action 'Gender Toolkit for International Finance Watchers' (2013) https://www.genderaction.org/publications/IFI-Watcher_Toolkit.pdf
- Gender Action 'IFI's Rhetorical Gender and Climate Promises' (2023) <https://www.genderaction.org/pdf/IFIs-Rhetorical-Gender-Climate-Promises.pdf>
- Mécanisme de recours indépendant de la Banque africaine de développement 'Anti-Retaliation Toolkit Addressing Risks of Retaliation in Complaint Management Independent Recourse Mechanism AfDB Group' (2023) <https://irm.afdb.org/en/documents/anti-retaliation-toolkit-en>

Exemples de déclarations collectives de la société civile

- Déclaration collective de la société civile sur le projet de FSE (à la BAD) : 'Calling for an Overhaul and immediate redrafting' (13 mai 2024) <https://www.forum-adb.org/post/forumesfssubmission>
- Déclaration commune : Plus de 45 organisations africaines et internationales appellent la BAD à ouvrir des espaces pour la société civile et les communautés pendant les assemblées annuelles et au-delà' (23 mai 2023) <https://rightsindevelopment.org/news/joint-statement-afdb-should-open-spaces-for-civil-society-and-communities/>
- Lettre adressée au président de la BID par une coalition d'OSC (31 août 2023) https://bankinformationcenter.cdn.prismic.io/bankinformationcenter/665ff25b-318c-4bfa-a5ad-acc532db12fa_ENG-Letter+IDB+re+relationship+with+civil+society.pdf
- Soumission conjointe du Accountability Counsel, du BIC, du Center for International Environmental Law et de la Fundación para el Desarrollo de Políticas Sustentables à la BID https://bankinformationcenter.cdn.prismic.io/bankinformationcenter/969080a2-4182-4696-85ef-80e9a1d5a5f8_civil-society-response-to-ove-mici.pdf



Références

- Accountability Counsel 'Comments on the Draft Guidelines for the Consultation Phase and the Draft Terms of Reference for the Roster of Process Facilitation Experts' (2018) <https://www.accountabilitycounsel.org/wp-content/uploads/2019/02/3-22-2018-comments-on-draft-guidelines-and-tors-final.pdf> (accessed 16 September 2024)
- Accountability Counsel 'External investigation into alleged IFC cover-up must be robust and transparent' (2024) <https://www.accountabilitycounsel.org/2024/04/external-investigation-into-alleged-ifc-cover-up-must-be-robust-and-transparent/> (accessed 16 September 2024)
- Accountability Counsel 'Inter-American Development Bank (IDB) | Independent Consultation and Investigation Mechanism (MICI) (accessed 16 September 2024)
- Accountability Counsel et al 'Good Policy Paper: Guiding Practice from the Policies of the Independent Accountability Mechanisms' (2021) <https://accountabilitycounsel.org/wp-content/uploads/2021/12/good-policy-paper-final.pdf> (accessed 16 September 2024)
- ADB 'Highlights of ADB's cooperation with civil society organizations 2022' (2022) <https://www.adb.org/sites/default/files/institutional-document/879416/highlights-adb-cooperation-civil-society-2022.pdf> (accessed 16 September 2024)
- ADB 'How does ADB engage civil society organisations in its operations? Findings of an Exploratory Inquiry in South Africa' (2015) <https://www.adb.org/publications/how-does-adb-engage-civil-society-organizations-its-operations> (accessed 16 September 2024)
- ADB 'Where we work' <https://www.adb.org/where-we-work/documents/country-strategies-programs-under-preparation> (accessed 16 September 2024)
- AfDB 'Building climate resilience through youth and women farmers' (2022) <https://cse.afdb.org/en/node/79> (accessed 16 September 2024)
- AfDB 'Integrating the community perspective into the performance review of Burkina Faso's country portfolio' (2023) <https://cse.afdb.org/pages/news/integrating-community-perspective-performance-review-burkina-fasos-country-portfolio> (accessed 16 September 2024)

- AfDB 'Management Response to the Compliance Review Report of the Independent Review Mechanism Relating to Multinational: Lakes Edward and Albert Integrated Fisheries and Water Resources Management (LEAF II) (Complaint Number: RQ2021/4) AHAI/RDGE/SNSC' (2024) <https://irm.afdb.org/sites/default/files/project-file/Final%20approved%20-%20Management%20Response%20-%20IRM%20Compliance%20Review%20Report%20-%20LEAF%20II%20Project%20002.pdf> (accessed 16 September 2024)
- AfDB 'Report on the Implementation Review of the Disclosure and Access to Information (DAI) Policy 2012-2021' (2022) <https://www.afdb.org/en/documents/report-implementation-review-disclosure-and-access-information-dai-policy-2012-2021> (accessed 16 September 2024)
- AIDA 'Indigenous victory as development bank withdraws investment and drafts exit plan following rights violation in Guatemala' (2022) <https://aida-americas.org/en/press/indigenous-victory-as-development-bank-withdraws-investment-and-drafts-exit-plan> (accessed 16 September 2024)
- Bank Information Centre 'Access to information: Is the IFC leaving communities in the dark?' (2021) <https://bankinformationcenter.org/en-us/update/access-to-information-is-the-ifc-leaving-communities> (accessed 16 September 2024)
- Bank Information Centre 'Forming coalitions to advocate for bank reforms' https://bankinformationcenter.cdn.prismic.io/bankinformationcenter/0f63d77e-db0f-4f13-b99f-1cab98412189_Forming+coalitions+to+advocate+for+bank+reforms.docx.pdf (accessed 16 September 2024)
- Bank Information Centre 'IDB policy review overlooks the most important barrier to access to information' (2020) <https://bankinformationcenter.org/en-us/update/idb-policy-review-overlooks-the-most-important-barrier/> (accessed 16 September 2024)
- Bank Information Centre 'Tools for activists: An Information and Advocacy Guide to the World Bank Group' (2020) <https://bankinformationcenter.org/en-us/update/toolkit-for-activists/> (accessed 16 September 2024)
- Center for International Environmental Law 'Joint CSO Statement Calls on IFC and MIGA to strengthen its new approach to remedial action policy' (2023) <https://www.ciel.org/news/joint-cso-statement-calls-on-ifc-and-miga-to-strengthen-its-new-approach-to-remedial-action-policy/> (accessed 16 September 2024)
- Coalition for Human Rights and Development 'African CSOs urge AfDB to strengthen civil society involvement' (2016) <https://rightsindevelopment.org/news/african-csos-urge-afdb-to-strengthen-civil-society-engagement/> (accessed 16 September 2024)
- Coalition for Human Rights in Development 'A step towards justice: AfDB Accountability Mechanism's report confirms human rights violations in two projects in Uganda' (2024) <https://rightsindevelopment.org/news/a-step-towards-justice-accountability-mechanisms-report-confirms-human-rights-violations-in-two-african-development-bank-projects-in-uganda/> (accessed 16 September 2024)
- Coalition for Human Rights and Development 'Civil society groups expelled from AfDB annual meetings' (2024) <https://rightsindevelopment.org/news/afdbam2024-civil-society-expelled/> (accessed 16 September 2024)
- Coalition for Human Rights and Development 'Civil Society's key demands to the African Development Bank' (2024) <https://rightsindevelopment.org/news/civil-societys-key-demands-to-the-african-development-bank/> (accessed 16 September 2024)
- Coalition for Human Rights in Development 'Demystifying development finance: How public development banks impact people and the planet' (2023) <https://rightsindevelopment.org/pdbs/> (accessed 16 September 2024)

- Coalition for Human Rights and Development 'Joint Statement: AfDB should open space for civil society and communities' (2023) <https://rightsindevelopment.org/news/joint-statement-afdb-should-open-spaces-for-civil-society-and-communities/> (accessed 16 September 2024)
- Coalition for Human Rights in Development 'Misplaced trust: Why development banks should not rely on their clients to address reprisal risks' (2023) <https://rightsindevelopment.org/misplaced-trust/> (accessed 16 September 2024)
- Coalition for Human Rights and Development 'The importance of creating space for meaningful civil society engagement at the 2024 AfDB annual meetings' (2024) <https://rightsindevelopment.org/news/the-importance-of-creating-space-for-meaningful-civil-society-engagement-at-the-2024-afdb-annual-meetings/> (accessed 16 September 2024)
- Coalition for Human Rights and Development 'You're not allowed here: My first experience at the African Development Bank's Annual meeting' (2024) <https://rightsindevelopment.org/news/blog-afdb-annual-meeting-2024/> (accessed 16 September 2024)
- Coalition for Human Rights in Development 'Wearing blinders: How banks are ignoring reprisal risks' (2023) <https://rightsindevelopment.org/wearing-blinders/> (accessed 16 September 2024)
- Finance in Common 'Why Finance in Common?' [https://financeincommon.org/why-finance-in-common#:~:text=Public%20Development%20Banks%20\(PDBs\)%20are,by%20central%20or%20local%20governments](https://financeincommon.org/why-finance-in-common#:~:text=Public%20Development%20Banks%20(PDBs)%20are,by%20central%20or%20local%20governments) (accessed 16 September 2024)
- Independent Development Evaluation African Development Bank 'Evaluation of the AfDB's engagement with civil society: An IDEV Corporate Evaluation Summary Report' (2021) https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/evaluation-reports/engagement_with_civil_society_en_web.pdf (accessed 16 September 2024)
- Independent Recourse Mechanism 'Wadelai Irrigation Scheme Project under the Farm Income Enhancement and Forestry Conservation Programme – Project 2 (Fiefoc-2)' <https://lnkd.in/e9vj8i5M> (accessed 16 September 2024)
- International Rivers 'Civil society organizations continue to call for more effective consultation processes from the Inter-American Development Bank' (2023) <https://www.internationalrivers.org/news/civil-society-organizations-continue-to-call-for-more-effective-consultation-processes-from-the-inter-american-development-bank%E2%BF%BC/> (accessed 16 September 2024)
- IRM 'Lakes Edward and Albert Integrated Fisheries and Water Resources Management Project (LEAF)' (2023) <https://t.co/sg9f6O8gp3> (accessed 16 September 2024)
- Mwebe, J 'After attacks, a community in Uganda unites to fight for their land' *Medium* 21 April 2022 <https://accountability.medium.com/after-attacks-a-community-in-uganda-unites-to-fight-for-their-land-78fc27944315> (accessed 16 September 2024)
- Mwebe, J 'Heard at last: Project suspended for a community in Uganda to negotiate with government and investors' *Medium* 29 January 2024 <https://accountability.medium.com/heard-at-last-project-suspended-for-a-community-in-uganda-to-negotiate-with-government-and-3728fa1cbb5a> (accessed 16 September 2024)
- NGO Forum on ADB 'Collective Civil Society Statement on ESF Draft (to the ADB): Calling for an overhaul and immediate redrafting' (13 May 2024) <https://www.forum-adb.org/post/forumesfsubmission> (accessed 16 September 2024)
- Publish What you Fund 'Do DFIs engage with local communities – An interview with Rayyan Hassan' (2021) <https://www.publishwhatyoufund.org/2021/02/do-dfis-engage-with-local-communities-an-interview-with-rayyan-hassan/> (accessed 16 September 2024)

- Realty of Aid 'CSO Collective Statement for the 56th ADB Annual Meeting' (2023) <https://realityofaid.org/cso-collective-statement-56th-agm/> (accessed 16 September 2024)
- Realty of Aid 'CSO Partnership for Development Effectiveness, IBON International. ADB: Mi(shaping) development cooperation and effectiveness in Asia Pacific: A CSO Review of ADB's development effectiveness' <https://realityofaid.org/asian-development-bank-misshaping-development-cooperation-and-effectiveness-in-asia-pacific-a-cso-review-of-adbs-development-effectiveness/> (accessed 16 September 2024)
- The Voices of Communities Affected by Business 'Successes and weaknesses in the Sendou Coal Plant' Alysagne 12 August 2020 <https://alysagne.wordpress.com/2020/08/12/successes-and-weaknesses-in-the-case-of-the-sendou-coal-power-plant/> (accessed 16 September 2024)
- UN General Assembly, Universal Declaration of Human Rights, 217 A (III), 10 December 1948 <https://www.un.org/en/about-us/universal-declaration-of-human-rights> (accessed 16 September 2024)
- 2024)
- Wadekar, N 'World Bank financing arm rejects calls to directly compensate victims of harm at Kenya schools' The Intercept 12 June 2024 <https://theintercept.com/2024/06/12/kenya-bridge-schools-abuse-harm-world-bank/> (accessed 16 September 2024)
- Zuckerman, E 'A people's history of the World Bank' <https://peopleshistoryimfwb.iboninternational.org/2024/04/15/the-bretton-woods-institutions-colonial-paradigm/> (accessed 16 September 2024)



Forus est un réseau de 69 plateformes nationales d'ONG et de 7 coalitions régionales de tous les continents, représentant plus de 22 000 ONG actives au niveau local et international dans les domaines du développement, des droits de l'homme et de l'environnement.

Cette publication a été réalisée avec le soutien de l'Agence française de développement (AFD) et de l'Union européenne. Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité de Forus.

In partnership
with



Funded by
the European Union

Pour plus d'information

Courriel : contact@forus-international.org

Site web : www.forus-international.org